

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2. RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

7.2.1. Consultation

Aucune information.

7.2.2. Publication

Erratum

Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés

Veillez prendre note que lors de la publication de la reproduction de la version française et anglaise de l'arrêté ministériel 2021-07, qui a été publiée dans la section 7.2.2 du bulletin du 8 juillet 2021 (Vol 18, n° 27), le texte du règlement n'était pas le bon.

Vous trouverez ci-dessous l'erratum publié à la Gazette officielle du Québec du 21 juillet 2021¹.

Le 22 juillet 2021

¹ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

A.M., 2021-07**Arrêté numéro V-1.1-2021-07 du ministre
des Finances en date du 23 juin 2021**

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement 25-102 sur les indices
de référence et administrateurs d'indice de référence
désignés

Gazette officielle du Québec, Partie 2, 7 juillet 2021,
153^e année, numéro 27, page 3848.

À la page 3850, le règlement aurait dû se lire comme
suit :

« RÈGLEMENT 25-102 SUR LES INDICES DE RÉFÉRENCE ET ADMINISTRATEURS D'INDICE DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉS

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 3^o, 8^o, 9.1^o, 9.2.1^o, 9.3^o, 9.5^o, 9.6^o, 11^o, 19^o, 19.1^o, 19.3^o, 19.5^o, 26^o, 32^o, 32.0.1^o et 34^o, et a. 331.2)

Remarque : L'encadré inséré dans le présent règlement après le paragraphe 6 de l'article 1 renvoie à des expressions définies dans la législation en valeurs mobilières. Cet encadré ne fait pas partie du présent règlement.

CHAPITRE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Définitions et interprétation

1. 1) Dans le présent règlement, on entend par :

« administrateur d'indice de référence désigné » : les personnes suivantes :

a) au Québec, un administrateur d'indice de référence qui est assujéti à la législation en valeurs mobilières par décision de l'autorité en valeurs mobilières, sauf la Banque du Canada;

b) dans tout autre territoire, un administrateur d'indice de référence qui est désigné pour l'application du présent règlement par décision de l'autorité en valeurs mobilières;

« conseil d'administration » : dans le cas de la personne qui n'a pas de conseil d'administration, un groupe qui exerce pour elle des fonctions similaires;

« déclaration de la direction » : une déclaration de la direction de l'administrateur d'indice de référence désigné ou du contributeur d'indice de référence, selon le cas;

« données de transaction » : les données relatives à un prix, à un taux, à un indice ou à une valeur représentant des transactions conclues dans les conditions suivantes :

a) entre des personnes qui ne sont pas des entités du même groupe;

b) dans un marché actif soumis au jeu de l'offre et de la demande;

« données sous-jacentes » : les données relatives à toute mesure, notamment la valeur ou le prix, d'un ou de plusieurs actifs ou éléments qui sont fournies à l'administrateur d'indice de référence désigné ou qu'il obtient autrement afin d'établir un indice de référence désigné;

« indice de référence désigné » : un indice de référence qui est désigné pour l'application du présent règlement par décision de l'autorité en valeurs mobilières;

« indice de référence essentiel désigné » : un indice de référence qui est désigné pour l'application du présent règlement en tant qu'« indice de référence essentiel » par décision de l'autorité en valeurs mobilières;

« indice de référence fondé sur des données réglementées désigné » : un indice de référence qui est désigné pour l'application du présent règlement en tant qu'« indice de référence fondé sur des données réglementées » par décision de l'autorité en valeurs mobilières;

« jugement d'expert » : l'appréciation discrétionnaire exercée par les personnes suivantes :

a) l'administrateur d'indice de référence désigné à l'égard de l'utilisation de données sous-jacentes dans l'établissement d'un indice de référence;

b) un contributeur d'indice de référence à l'égard de données sous-jacentes;

« membre de l'AIRD » : les personnes physiques suivantes :

a) un administrateur, un dirigeant ou un salarié de l'administrateur d'indice de référence désigné;

b) un mandataire de l'administrateur d'indice de référence désigné qui rend des services pour le compte de celui-ci;

« méthodologie » : tout document décrivant le moyen par lequel l'administrateur d'indice de référence désigné établit un indice de référence désigné;

« NCMC 3000 » : la Norme canadienne de missions de certification 3000, *Missions d'attestation autres que les audits ou examens d'informations financières historiques*, et ses modifications;

« NCMC 3001 » : la Norme canadienne de missions de certification 3001, *Missions d'appréciation directe*, et ses modifications;

« NCMC 3530 » : la Norme canadienne de missions de certification 3530, *Missions d'attestation visant la délivrance d'un rapport sur la conformité*, et ses modifications;

« NCMC 3531 » : la Norme canadienne de missions de certification 3531, *Missions d'appréciation directe visant la délivrance d'un rapport sur la conformité*, et ses modifications;

« Norme ISAE 3000 » : la Norme internationale de missions d'assurance (ISAE) 3000 (révisée), *Missions d'assurance autres que les audits ou examens limités d'informations financières historiques*, et ses modifications;

« obligations visées » : les obligations prévues aux dispositions suivantes :

a) les sous-paragraphes a et b du paragraphe 1 de l'article 32;

b) les sous-paragraphes a et b du paragraphe 1 de l'article 33;

c) les sous-paragraphes a et b du paragraphe 1 de l'article 36;

- d) les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 37;
- e) les sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 de l'article 38;

« personne physique contributrice » : une personne physique qui fournit des données sous-jacentes, à titre de salarié ou de mandataire, pour le compte d'un contributeur d'indice de référence;

« rapport d'assurance limitée sur la conformité » : l'un des rapports suivants :

a) le rapport d'assurance limitée d'un expert-comptable portant sur la déclaration de la direction selon laquelle une personne a respecté les obligations visées applicables, préparé conformément à la NCMC 3000 et à la NCMC 3530 ou à la Norme ISAE 3000;

b) le rapport d'assurance limitée d'un expert-comptable portant sur la conformité d'une personne aux obligations visées applicables, préparé conformément à la NCMC 3001 et à la NCMC 3531 ou à la Norme ISAE 3000;

« rapport d'assurance raisonnable sur la conformité » : l'un des rapports suivants :

a) le rapport d'assurance raisonnable d'un expert-comptable portant sur la déclaration de la direction selon laquelle une personne a respecté les obligations visées applicables, préparé conformément à la NCMC 3000 et à la NCMC 3530 ou à la Norme ISAE 3000;

b) le rapport d'assurance raisonnable d'un expert-comptable portant sur la conformité d'une personne aux obligations visées applicables, préparé conformément à la NCMC 3001 et à la NCMC 3531 ou à la Norme ISAE 3000;

« responsable d'un indice de référence » : tout membre de l'AIRD qui participe à la fourniture d'un indice de référence désigné ou qui en surveille la fourniture;

« taux d'intérêt de référence désigné » : un indice de référence qui est désigné pour l'application du présent règlement en tant que « taux d'intérêt de référence » par décision de l'autorité en valeurs mobilières.

2) Les expressions définies dans le Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché (chapitre V-1.1, r. 5) et utilisées dans le présent règlement ont le sens qui leur est attribué dans ce règlement.

3) Pour l'application du présent règlement, les données sous-jacentes sont considérées comme fournies à l'administrateur d'indice de référence désigné lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) elles ne sont pas raisonnablement accessibles aux personnes suivantes :
 - i) cet administrateur ;
 - ii) une autre personne, qui n'est pas le contributeur d'indice de référence, en vue de les fournir à cet administrateur;

b) elles sont transmises à cet administrateur ou à l'autre personne visée à la disposition *ii* du sous-paragraphe *a* afin d'établir un indice de référence.

4) Pour l'application du présent règlement, l'administrateur d'indice de référence désigné est considéré comme ayant fourni un indice de référence désigné dans les cas suivants :

a) il recueille, analyse, traite ou utilise autrement les données sous-jacentes en vue d'établir l'indice;

b) il établit l'indice par application de la méthodologie s'y rapportant;

c) il administre tout autre dispositif d'établissement de l'indice.

5) Sous réserve des paragraphes 6 à 8, l'Annexe A renferme les définitions de certaines expressions utilisées dans le présent règlement.

6) Le paragraphe 5 ne s'applique pas en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Saskatchewan.

Remarque : en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Saskatchewan, les expressions à l'Annexe A sont définies dans la législation en valeurs mobilières.

7) En Colombie-Britannique, les définitions des expressions *benchmark* et *benchmark contributor* prévues par le *Securities Act* (R.S.B.C. 1996, c. 418) s'appliquent au présent règlement.

8) Au Québec, les définitions des expressions « indice de référence » et « administrateur d'indice de référence » prévues par la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) s'appliquent au présent règlement.

9) Dans le présent règlement, une personne est une entité du même groupe qu'une autre personne dans les cas suivants:

a) l'une est la filiale de l'autre;

b) chacune est filiale de la même personne ou contrôlée par la même personne.

10) Pour l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 9, une personne contrôle une autre personne dans les cas suivants :

a) à moins qu'elle ne détienne les titres qu'en garantie d'une obligation, elle a, directement ou indirectement, la propriété véritable de titres de cette autre personne, ou exerce, directement ou indirectement, une emprise sur de tels titres, lui assurant un nombre de votes suffisant pour élire la majorité des administrateurs de celle-ci;

b) dans le cas d'une société de personnes autre qu'une société en commandite, elle détient plus de 50% des parts sociales;

c) dans le cas d'une société en commandite, elle est le commandité;

d) dans le cas d'une fiducie, elle en est le fiduciaire.

CHAPITRE 2 TRANSMISSION D'INFORMATION

Information sur l'administrateur d'indice de référence désigné

2. 1) Dans le présent article, les expressions suivantes ont le sens qui leur est attribué à l'article 1.1 du Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables (chapitre V-1.1, r. 25) :

- a) « principes comptables »;
- b) « normes d'audit »;
- c) « PCGR américains »;
- d) « NAGR américaines du PCAOB ».

2) Dans le présent article, l'expression « société mère » s'entend de l'émetteur dont l'administrateur d'indice de référence désigné est une filiale.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné transmet à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières les éléments suivants :

a) l'information qui, selon une personne raisonnable, décrit son organisation, sa structure et sa méthode d'administration des indices de référence, notamment une description des politiques et des procédures qu'il a élaborées conformément au présent règlement, des conflits d'intérêts réels et potentiels, de toute personne visée à l'article 13 à qui il a imparti une fonction, un service ou une activité en lien avec la fourniture d'un indice de référence désigné, des responsables d'un indice de référence, du dirigeant visé à l'article 6 et des sources de ses produits des activités ordinaires;

b) les états financiers annuels de son dernier exercice qui contiennent les éléments suivants :

i) l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie des périodes suivantes :

- A) son dernier exercice;
- B) l'exercice précédant son dernier exercice, le cas échéant;

ii) l'état de la situation financière à la fin de chacune des périodes comptables visées à la disposition i);

iii) les notes des états financiers annuels.

4) Pour l'application du sous-paragraphe b du paragraphe 3, l'administrateur d'indice de référence désigné qui est une filiale d'une société mère peut plutôt transmettre les états financiers annuels consolidés du dernier exercice de la société mère qui contiennent les éléments suivants :

a) l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie des périodes suivantes :

- i)* son dernier exercice;
- ii)* l'exercice précédant son dernier exercice, le cas échéant;

b) l'état de la situation financière à la fin de chacune des périodes comptables visées au sous-paragraphe *a*;

c) les notes des états financiers annuels.

5) Les états financiers annuels visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 et au paragraphe 4 sont audités.

6) Les notes des états financiers annuels visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 et au paragraphe 4 indiquent les principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers.

7) Les états financiers annuels visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 et au paragraphe 4 remplissent les conditions suivantes :

a) ils sont établis conformément à l'un des ensembles de principes comptables suivants :

i) les PCGR canadiens applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public;

ii) les PCGR canadiens applicables aux entreprises à capital fermé lorsque les conditions suivantes sont réunies :

A) les états financiers consolident les filiales et comptabilisent les entreprises détenues soumises à une influence notable et les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence;

B) l'administrateur d'indice de référence désigné ou la société mère, selon le cas, est une « entreprise privée » au sens du Manuel de l'ICCA;

- iii)* les IFRS;
- iv)* les PCGR américains;

b) ils sont audités conformément à l'un des ensembles de normes d'audit suivants :

- i)* les NAGR canadiennes;
- ii)* les Normes internationales d'audit;
- iii)* les NAGR américaines du PCAOB;

- c)* ils sont accompagnés d'un rapport d'audit qui remplit les conditions suivantes :
- i)* si la disposition *i* ou *ii* du sous-paragraphe *b* s'applique, il exprime une opinion non modifiée;
 - ii)* si la disposition *iii* du sous-paragraphe *b* s'applique, il exprime une opinion sans réserve;
 - iii)* il indique les normes d'audit appliquées pour l'exécution de l'audit.

8) L'information visée au paragraphe 3 est établie conformément à l'Annexe 25-102A1 et pour les périodes qui y sont prévues, et transmise dans les délais suivants :

- a)* au plus tard le 30^e jour suivant la désignation de l'administrateur d'indice de référence désigné;
- b)* au plus tard 90 jours après la fin de chaque exercice de cet administrateur.

9) Lorsque l'information que l'administrateur d'indice de référence désigné a transmise conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 devient inexacte d'une façon qui, selon une personne raisonnable, est substantielle, il transmet rapidement une version modifiée du formulaire prévu à l'Annexe 25-102A1, dûment rempli et rectifié.

Information sur l'indice de référence désigné

3. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné transmet, pour chaque indice de référence désigné qu'il administre, les éléments suivants à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières :

- a)* l'information sur la fourniture et la diffusion de l'indice de référence désigné, notamment son modèle de diffusion, ses procédures et ses méthodologies;
- b)* le code de conduite, le cas échéant, des contributeurs d'indice de référence.

2) L'information visée au paragraphe 1 est établie conformément à l'Annexe 25-102A2 et pour les périodes qui y sont prévues, et transmise dans les délais suivants :

- a)* au plus tard le 30^e jour suivant la désignation de l'indice de référence désigné;
- b)* au plus tard 90 jours après la fin de chaque exercice de l'administrateur d'indice de référence désigné.

3) Lorsque l'information que l'administrateur d'indice de référence désigné a transmise en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 à l'égard d'un indice de référence désigné qu'il administre devient inexacte d'une façon qui, selon une personne raisonnable, est substantielle, il transmet rapidement une version modifiée du formulaire prévu à l'Annexe 25-102A2, dûment rempli et rectifié.

Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification

4. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné qui est constitué ou établi en vertu des lois d'un territoire étranger accepte la compétence non exclusive des tribunaux juridictionnels et des corps administratifs du territoire intéressé et désigne un mandataire aux fins de signification au Canada dans tout territoire où cet administrateur est désigné.
- 2) L'acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification visé au paragraphe 1 est établi conformément à l'Annexe 25-102A3 et transmis au plus tard le 30^e jour suivant la désignation de l'administrateur d'indice de référence désigné.
- 3) L'administrateur d'indice de référence désigné, ou l'administrateur d'indice de référence visé au paragraphe 4, transmet une version modifiée et à jour du formulaire prévu à l'Annexe 25-102A3 au moins 30 jours avant la date de prise d'effet de tout changement qui modifierait l'information qu'il contient.
- 4) Le paragraphe 3 s'applique à l'administrateur d'indice de référence jusqu'à la date qui suit de 6 ans celle à laquelle il cesse d'être administrateur d'indice de référence désigné.

**CHAPITRE 3
GOUVERNANCE****Cadre de responsabilité**

5. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique un cadre de responsabilité comportant des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour remplir les fonctions suivantes :
- a)* assurer et prouver sa conformité aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence;
- b)* à l'égard de chaque indice de référence désigné qu'il administre, assurer et prouver son respect de la méthodologie qui s'y applique;
- 2) Le cadre de responsabilité visé au paragraphe 1 précise la manière dont l'administrateur d'indice de référence désigné respecte les éléments suivants :
- a)* le chapitre 7;
- b)* le paragraphe 5 de l'article 2, le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 18, les articles 32 et 36 ainsi que le paragraphe 7 de l'article 39 relativement aux examens et aux audits internes, ainsi qu'aux rapports d'assurance limitée sur la conformité et aux rapports d'assurance raisonnable sur la conformité établis par un expert-comptable;
- c)* les politiques et procédures visées à l'article 12.

Dirigeant responsable de la conformité

6. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné nomme un dirigeant chargé de surveiller et d'évaluer la conformité de la conduite de l'administrateur et des membres de l'AIRD aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné ne peut empêcher ou restreindre l'accès direct du dirigeant visé au paragraphe 1 à son conseil d'administration ou à un de ses administrateurs.

3) Le dirigeant visé au paragraphe 1 a les obligations suivantes :

a) surveiller et évaluer la conformité de l'administrateur d'indice de référence désigné et des membres de l'AIRD au cadre de responsabilité visé à l'article 5, au cadre de contrôle visé à l'article 8 et aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence;

b) au moins tous les 12 mois, faire rapport au conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné sur les éléments suivants :

i) ses activités visées au sous-paragraphe *a*;

ii) la conformité de l'administrateur d'indice de référence désigné et des membres de l'AIRD au cadre de responsabilité visé à l'article 5, au cadre de contrôle visé à l'article 8 et aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence;

iii) le fait que l'administrateur d'indice de référence désigné a suivi ou non la méthodologie applicable à chaque indice de référence désigné qu'il administre;

c) faire rapport dès que raisonnablement possible au conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné sur toute situation indiquant que l'administrateur ou les membres de l'AIRD peuvent avoir commis un manquement aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence qui, s'il s'avère, présente l'une des caractéristiques suivantes selon une personne raisonnable :

i) il pose un risque significatif de perte financière pour un utilisateur d'indice de référence ou toute autre personne;

ii) il pose un risque de préjudice significatif à l'intégrité des marchés des capitaux;

iii) il s'agit d'un manquement récurrent.

4) Le dirigeant visé au paragraphe 1 ne participe pas aux activités suivantes :

a) la fourniture d'un indice de référence désigné;

b) l'établissement de la rémunération des membres de l'AIRD, sauf ceux relevant directement de lui.

- 5) Le dirigeant visé au paragraphe 1 atteste que le rapport transmis en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 est exact et complet.
- 6) L'administrateur d'indice de référence désigné ne verse pas au dirigeant visé au paragraphe 1, ni à aucun membre de l'AIRD relevant directement de ce dernier, de paiement ni d'incitatif financier qui donnerait lieu à un conflit d'intérêts.
- 7) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité au paragraphe 6.
- 8) L'administrateur d'indice de référence désigné transmet à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières le rapport visé au sous-paragraphe *b* ou *c* du paragraphe 3 rapidement après sa transmission au conseil d'administration.

Comité de surveillance

7. 1) Dans le présent article, on entend par « comité de surveillance » le comité visé au paragraphe 2.
- 2) L'administrateur d'indice de référence désigné établit et maintient un comité chargé de surveiller la fourniture des indices de référence désignés.
- 3) Le comité de surveillance ne compte aucune personne physique faisant partie du conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné.
- 4) Le comité de surveillance remet une copie de ses recommandations en matière de surveillance des indices de référence au conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné.
- 5) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures concernant la structure et le mandat du comité de surveillance.
- 6) Le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné nomme les membres du comité de surveillance.
- 7) L'administrateur d'indice de référence désigné ne diffuse de l'information sur un indice de référence désigné que si son conseil d'administration a approuvé les éléments suivants :
 - a) les politiques et les procédures visées au paragraphe 5;
 - b) les procédures visées au sous-paragraphe *d* du paragraphe 8.
- 8) Le comité de surveillance a les obligations suivantes à l'égard de chaque indice de référence désigné que l'administrateur d'indice de référence désigné administre :
 - a) examiner sa méthodologie au moins tous les 12 mois et déterminer s'il y a lieu de la modifier;
 - b) surveiller toute modification de sa méthodologie, en demandant notamment à l'administrateur d'indice de référence désigné de consulter les contributeurs d'indice de référence ou les utilisateurs d'indice de référence sur toute modification significative apportée;

- c)* surveiller sa gestion et son exploitation, y compris le cadre de contrôle visé à l'article 8;
- d)* examiner et approuver les procédures visant sa cessation, dont celles régissant les consultations à cet égard;
- e)* surveiller toute personne visée à l'article 13 à laquelle l'administrateur d'indice de référence désigné a imparti une fonction, un service ou une activité en lien avec la fourniture de l'indice de référence désigné, y compris les agents de calcul et de diffusion;
- f)* évaluer tout rapport d'examen ou d'audit internes, ou tout rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité établi par un expert-comptable;
- g)* surveiller la mise en œuvre de toute mesure corrective découlant d'un examen ou d'un audit internes, ou de tout rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité établi par un expert-comptable;
- h)* dresser un procès-verbal de ses réunions;
- i)* si l'indice repose sur les données sous-jacentes d'un contributeur d'indice de référence, procéder comme suit :
- i)* surveiller l'établissement, la mise en œuvre, le maintien et la consignation du code de conduite visé à l'article 23 par l'administrateur d'indice de référence désigné;
- ii)* faire un suivi des éléments suivants:
- A) les données sous-jacentes;
- B) la fourniture de données sous-jacentes par le contributeur d'indice de référence;
- C) les mesures de contestation ou de validation prises par l'administrateur d'indice de référence désigné à l'égard de cette fourniture;
- iii)* prendre des mesures raisonnables concernant tout manquement au code de conduite visé à l'article 23 qui, selon une personne raisonnable, est significatif, afin d'en atténuer les répercussions et d'empêcher toute récidive;
- iv)* aviser rapidement le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné de tout manquement au code de conduite visé à l'article 23 qui, selon une personne raisonnable, est significatif.
- 9) Le comité de surveillance qui apprend que le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné a agi ou entend agir contrairement à des recommandations qu'il a formulées ou à des décisions qu'il a prises consigne ce fait au procès-verbal de sa prochaine réunion.

10) Le comité de surveillance qui prend connaissance des faits suivants en informe rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières :

a) tout manquement commis par l'administrateur d'indice de référence désigné relativement à la fourniture d'un indice de référence désigné, et qui, selon une personne raisonnable, est significatif;

b) tout manquement commis par un contributeur d'indice de référence à l'égard d'un indice de référence désigné reposant sur des données sous-jacentes qu'il a fournies, et qui, selon une personne raisonnable, est significatif;

c) les données sous-jacentes qui présentent les caractéristiques suivantes :

i) selon une personne raisonnable, elles sont anormales ou suspectes;

ii) elles servent à établir l'indice de référence ou proviennent d'un contributeur d'indice de référence.

11) Le comité de surveillance, et chacun de ses membres, exercent avec intégrité les activités et fonctions qui leur incombent en vertu du présent règlement.

12) Tout membre du comité de surveillance déclare par écrit à ce dernier la nature et l'étendue de toute situation de conflit d'intérêts dans laquelle il se trouve à l'égard de l'indice de référence désigné ou de l'administrateur d'indice de référence désigné.

Cadre de contrôle

8. 1) Dans le présent article, l'expression « cadre de contrôle » s'entend des politiques, des procédures et des contrôles visés aux paragraphes 2 à 4.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour assurer la fourniture de l'indice de référence désigné conformément au présent règlement.

3) Sans que soit limitée la généralité du paragraphe 2, l'administrateur d'indice de référence désigné veille à que son cadre de contrôle renferme des contrôles liés aux éléments suivants :

a) la gestion du risque opérationnel, notamment tout risque de perte financière, de perturbation ou d'atteinte à sa réputation qui découle d'une défaillance de ses systèmes de technologie de l'information;

b) ses plans de continuité des activités et de reprise après sinistre;

c) les procédures d'urgence en cas de perturbation de la fourniture ou du processus d'établissement de l'indice de référence désigné.

4) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour remplir les fonctions suivantes :

a) assurer que les contributeurs d'indice de référence respectent le code de conduite visé à l'article 23 ainsi que les normes applicables aux données sous-jacentes selon la méthodologie de l'indice de référence désigné;

b) effectuer un suivi des données sous-jacentes avant toute publication relative à l'indice de référence désigné;

c) valider les données sous-jacentes après la publication afin de relever les erreurs et anomalies.

5) L'administrateur d'indice de référence désigné avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit de tout incident de sécurité ou de tout problème de système touchant un indice de référence désigné qu'il administre et qui, selon une personne raisonnable, est significatif.

6) L'administrateur d'indice de référence désigné révisé et actualise son cadre de contrôle à une fréquence raisonnable et au moins tous les 12 mois.

7) L'administrateur d'indice de référence désigné fournit gratuitement son cadre de contrôle à tout utilisateur d'indice de référence qui en fait la demande.

Obligations en matière de gouvernance

9. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit et consigne sa structure organisationnelle.

2) La structure organisationnelle visée au paragraphe 1 établit des rôles et des responsabilités bien définis pour chaque personne participant à la fourniture d'un indice de référence désigné administré par l'administrateur d'indice de référence désigné.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour assurer que chacun de ses responsables d'un indice de référence remplit les conditions suivantes :

a) il possède les compétences, les connaissances, l'expérience, la fiabilité et l'intégrité nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions;

b) il est soumis à une gestion et à une supervision adéquates.

4) L'administrateur d'indice de référence désigné veille à ce qu'un de ses dirigeants approuve toute information qu'il publie relativement à un indice de référence désigné.

Conflits d'intérêts

10. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour remplir les fonctions suivantes :

a) détecter et éliminer ou gérer les conflits d'intérêts qui le concernent ou concernent ses dirigeants, contributeurs d'indice de référence, utilisateurs d'indice de référence et membres de l'AIRD, ainsi que les entités du même groupe que lui;

b) assurer l'indépendance et l'honnêteté de tout jugement d'expert exercé par lui ou les membres de l'AIRD;

c) protéger l'intégrité et l'indépendance de la fourniture des indices de référence désignés;

d) veiller à ce que le dirigeant visé à l'article 6, ou tout membre de l'AIRD relevant directement de ce dernier, ne reçoive pas de rémunération ni d'incitatif financier donnant lieu à un conflit d'intérêts ou nuisant autrement à l'intégrité de l'établissement des indices de référence;

e) veiller à ce que chacun de ses responsables d'un indice de référence ne soit soumis à aucune influence ou pression indues ni à aucun conflit d'intérêts, et notamment s'assurer que les circonstances suivantes s'appliquent :

i) ils ne font l'objet d'aucune évaluation de la rémunération ou du rendement donnant lieu à des conflits d'intérêts ou nuisant autrement à l'intégrité de l'établissement des indices de référence;

ii) ils n'ont aucun intérêt financier ni aucune relation, notamment d'affaires, nuisant à l'intégrité de l'administrateur;

iii) ils ne contribuent pas à l'établissement d'un indice de référence désigné en prenant part à des offres d'achat ou de vente, ou à des opérations, que ce soit à titre personnel ou pour le compte de participants au marché, sauf si ses politiques et procédures les y autorisent;

iv) ils sont soumis à des politiques et à des procédures visant à empêcher l'échange d'information avec les personnes suivantes qui peut influencer sur un indice de référence désigné, sauf dans la mesure permise par les politiques et procédures de l'administrateur :

A) tout autre membre de l'AIRD se livrant à une activité qui donne lieu à un conflit d'intérêts réel ou potentiel;

B) un contributeur d'indice de référence ou toute autre personne.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour opérer une séparation organisationnelle entre ses activités relatives à l'indice de référence désigné qu'il administre, et ses responsables d'un indice de référence, d'une part, et toutes ses autres activités, d'autre part, s'il prend connaissance d'un conflit d'intérêts réel ou potentiel concernant ses activités relatives à tout indice de référence désigné.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné publie rapidement une description de tout conflit d'intérêts réel ou potentiel à l'égard d'un indice de référence désigné lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) selon une personne raisonnable, le risque de préjudice qui en résulte pour quiconque est significatif;

b) après en avoir pris connaissance, notamment lorsque ce conflit découle de sa propriété ou de son contrôle.

4) L'administrateur d'indice de référence désigné veille à ce que les politiques et les procédures visées au paragraphe 1 remplissent les conditions suivantes :

a) elles tiennent compte de la nature et des catégories des indices de référence désignés qu'il administre ainsi que des risques que chacun pose aux marchés des capitaux et aux utilisateurs d'indice de référence;

b) elles protègent la confidentialité de l'information qui lui est fournie ou qu'il produit, sous réserve des obligations d'information prévues au chapitre 5;

c) elles permettent de détecter et d'éliminer ou de gérer les conflits d'intérêts, notamment ceux découlant des éléments suivants :

i) tout jugement d'un expert ou toute autre appréciation discrétionnaire exercés lors du processus d'établissement d'un indice de référence;

ii) l'emprise exercée sur l'administrateur d'indice de référence désigné ou toute entité du même groupe que lui;

iii) le contrôle exercé par toute autre personne sur l'administrateur d'indice de référence désigné relativement à l'établissement de l'indice de référence désigné.

5) L'administrateur d'indice de référence désigné avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit de tout manquement de sa part à l'application ou au respect d'une politique ou d'une procédure visée au paragraphe 4 qui, selon une personne raisonnable, est significatif.

Signalement des infractions

11. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des systèmes et des contrôles raisonnablement conçus pour détecter, et signaler rapidement à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières, toute conduite d'un membre de l'AIRD ou d'un contributeur d'indice de référence qui est susceptible d'impliquer les actes suivants :

a) une manipulation ou tentative de manipulation d'un indice de référence désigné;

b) une fourniture ou tentative de fourniture d'information fausse ou trompeuse à l'égard d'un indice de référence désigné.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures de signalement, par les membres de l'AIRD, de toute infraction aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence au dirigeant visé à l'article 6.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit de toute conduite dont lui, ou l'un des membres de l'AIRD, prend connaissance et qui est susceptible d'impliquer les actes suivants :

- a) une manipulation ou tentative de manipulation d'un indice de référence désigné;
- b) une fourniture ou tentative de fourniture d'information fausse ou trompeuse à l'égard d'un indice de référence désigné.

Procédures de traitement des plaintes

12. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient, applique et publie des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour qu'il reçoive, examine et résolve les plaintes relatives aux indices de référence désignés, notamment celles se rapportant aux éléments suivants :

- a) la représentativité exacte et fiable de l'indice de référence désigné par rapport au segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;
- b) l'application de la méthodologie de l'indice de référence désigné lors de l'établissement de celui-ci;
- c) la méthodologie de l'indice de référence désigné ou toute modification qu'il est projeté d'y apporter.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné a les obligations suivantes :

- a) fournir gratuitement un exemplaire écrit des procédures de traitement des plaintes à toute personne qui en fait la demande;
- b) examiner toute plainte en temps opportun et de manière équitable;
- c) communiquer le résultat de l'examen au plaignant dans un délai raisonnable;
- d) mener l'examen indépendamment des personnes ayant pu être concernées par la plainte.

Impartition

13. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné ne peut impartir une fonction, un service ou une activité se rapportant à l'administration d'un indice de référence désigné d'une façon qui nuirait considérablement aux éléments suivants :

- a) son contrôle sur la fourniture de l'indice de référence désigné;

b) sa capacité à respecter les dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné qui impartit une fonction, un service ou une activité en lien avec la fourniture d'un indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour assurer les éléments suivants :

a) la personne exerçant la fonction ou l'activité, ou fournissant le service, possède la capacité et toute autorisation requise par la loi pour l'exercer ou pour le fournir d'une manière fiable et efficace;

b) l'administrateur d'indice de référence désigné tient des dossiers sur l'identité et les tâches de la personne exerçant la fonction ou l'activité, ou fournissant le service, et ces dossiers sont disponibles d'une manière permettant leur transmission dans un délai raisonnable à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières;

c) l'administrateur d'indice de référence désigné et la personne à qui la fonction, le service ou l'activité est impartie concluent une convention écrite qui remplit les conditions suivantes :

i) elle impose des obligations en matière de niveau de service à cette personne;

ii) elle prévoit que l'administrateur d'indice de référence désigné peut y mettre fin lorsqu'il le juge approprié;

iii) elle exige que la personne communique à l'administrateur d'indice de référence désigné tout fait nouveau susceptible d'avoir une incidence significative sur sa capacité d'exercer la fonction ou l'activité, ou de fournir le service, conformément au droit applicable;

iv) elle exige que la personne coopère avec l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières à l'égard des examens de conformité ou des enquêtes concernant la fonction, le service ou l'activité;

v) elle permet à l'administrateur d'indice de référence désigné d'accéder directement aux éléments suivants :

A) les dossiers relatifs à la fonction, au service ou à l'activité;

B) les locaux professionnels de la personne;

vi) elle exige que la personne tienne les dossiers suffisants pour consigner ses activités se rapportant à l'indice de référence désigné et en fournisse des copies à l'administrateur d'indice de référence désigné sur demande;

d) si l'administrateur d'indice de référence désigné prend connaissance d'une situation indiquant que la personne à qui une fonction, un service ou une activité est impartie pourrait ne pas exercer la fonction ou l'activité, ni fournir le service, conformément au présent règlement ou à la convention visée au sous-paragraphe *c*, il met en œuvre des mesures raisonnables à cet égard;

e) l'administrateur d'indice de référence désigné supervise de manière raisonnable l'exécution de la fonction, du service ou de l'activité et gère tout risque que l'impartition fait peser sur lui ou sur l'exactitude ou la fiabilité de l'indice de référence désigné;

f) l'administrateur d'indice de référence désigné conserve les compétences qui, selon une personne raisonnable, seraient nécessaires à la supervision raisonnable de l'exécution de la fonction, du service ou de l'activité, ainsi qu'à la gestion des risques que l'impartition fait peser sur lui ou sur l'exactitude ou la fiabilité de l'indice de référence désigné;

g) l'administrateur d'indice de référence désigné prend des mesures, y compris l'élaboration de plans d'urgence, qui, selon une personne raisonnable, seraient nécessaires pour éviter ou atténuer le risque opérationnel lié à l'exercice de la fonction ou de l'activité, ou à la fourniture du service, par la personne.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné qui impartit une fonction, un service ou une activité en lien avec la fourniture d'un indice de référence désigné veille à ce que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières ait raisonnablement accès aux éléments suivants :

a) les dossiers applicables de la personne exerçant la fonction ou l'activité, ou fournissant le service;

b) les locaux professionnels applicables de cette personne.

CHAPITRE 4 DONNÉES SOUS-JACENTES ET MÉTHODOLOGIE

Données sous-jacentes

14. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour assurer que toutes les conditions suivantes sont remplies à l'égard des données sous-jacentes utilisées dans la fourniture de l'indice de référence désigné :

a) les données sous-jacentes, dans l'ensemble, sont suffisantes pour fournir un indice de référence désigné représentant de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

b) les données sous-jacentes demeurent disponibles selon des modalités fiables;

c) si des données de transaction appropriées sont disponibles pour remplir les conditions prévues aux sous-paragraphes *a* et *b*, ces données constituent les données sous-jacentes;

d) si des données de transaction appropriées ne sont pas disponibles pour remplir les conditions prévues aux sous-paragraphes *a* et *b*, l'administrateur d'indice de référence désigné utilise, conformément à la méthodologie de l'indice de référence désigné, des prix estimatifs, des cotations ou d'autres valeurs appropriés et pertinents comme données sous-jacentes;

e) l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité des données sous-jacentes sont vérifiables.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles qui sont raisonnablement conçus pour assurer que les données sous-jacentes à un indice de référence désigné sont exactes, fiables et exhaustives, et qui comprennent les critères et processus suivants :

a) des critères permettant de déterminer qui peut agir à titre de contributeur d'indice de référence et de personne physique contributrice;

b) un processus permettant de déterminer les contributeurs d'indice de référence et les personnes physiques contributrices;

c) un processus d'évaluation de la conformité des contributeurs d'indice de référence au code de conduite visé à l'article 23;

d) une procédure d'imposition des mesures qui, selon une personne raisonnable, seraient appropriées en cas de manquement d'un contributeur d'indice de référence au code de conduite visé à l'article 23;

e) s'il y a lieu, la marche à suivre pour arrêter la fourniture de données sous-jacentes par un contributeur d'indice de référence;

f) un processus de vérification de l'exactitude, de la fiabilité et de l'exhaustivité des données sous-jacentes.

3) Lorsque, selon une personne raisonnable, les données sous-jacentes font qu'un indice de référence désigné ne représente pas de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter, l'administrateur d'indice de référence désigné prend l'une des mesures suivantes à l'égard de l'indice :

a) dans un délai raisonnable, il modifie ses données sous-jacentes ou sa méthodologie ou change ses contributeurs d'indice de référence afin que cet indice représente ce segment de manière exacte et fiable;

b) il cesse de le fournir.

4) L'administrateur d'indice de référence désigné qui est tenu de prendre une mesure prévue au sous-paragraphe *a* ou *b* du paragraphe 3 en avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit.

5) L'administrateur d'indice de référence désigné publie les éléments suivants :

a) les politiques et les procédures visées au paragraphe 1 ayant trait aux types de données sous-jacentes, à l'ordre de priorité d'utilisation de ces diverses données et à l'exercice du jugement d'expert lors de l'établissement d'un indice de référence désigné;

b) la méthodologie de l'indice de référence désigné.

Fourniture de données sous-jacentes

15. 1) Pour l'application du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 14 à l'égard d'un indice de référence désigné reposant sur des données sous-jacentes de contributeurs d'indice de référence, l'administrateur d'indice de référence désigné obtient, lorsqu'une personne raisonnable le jugerait approprié, des données sous-jacentes d'un échantillon représentatif de contributeurs d'indice de référence.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné n'utilise pas les données sous-jacentes d'un contributeur d'indice de référence lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) selon une personne raisonnable, ce contributeur a manqué au code de conduite visé à l'article 23;

b) selon une personne raisonnable, il s'agit d'un manquement significatif.

3) Dans les cas visés au paragraphe 2, lorsqu'une personne raisonnable le jugerait approprié, l'administrateur d'indice de référence désigné obtient d'autres données représentatives conformément aux politiques et aux procédures visées au paragraphe 3 de l'article 16.

4) Lorsque des données sous-jacentes sont fournies par une fonction de salle des marchés d'un contributeur d'indice de référence, ou d'une entité du même groupe que lui, exerçant des activités liées à ces données ou susceptibles de les toucher, l'administrateur d'indice de référence désigné prend les mesures suivantes :

a) il obtient d'autres sources raisonnablement disponibles des renseignements qui corroborent l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité de ces données conformément à ses politiques et procédures;

b) il s'assure que ce contributeur a en place des procédures internes de vérification et de surveillance qu'une personne raisonnable jugerait adéquates.

5) Dans le présent article, l'expression « fonction de salle des marchés » s'entend d'un service, d'une division ou d'un autre groupe interne d'un contributeur d'indice de référence, ou de tout salarié ou mandataire de celui-ci, qui exerce une activité d'établissement des cours, de négociation, de vente, de commercialisation, de promotion publicitaire, de démarchage, de structuration ou de courtage pour le compte de ce contributeur.

Méthodologie

16. 1) Pour établir un indice de référence désigné, l'administrateur d'indice de référence désigné peut suivre une méthodologie lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la méthodologie suffit à fournir un indice de référence désigné qui représente de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

b) la méthodologie indique les modalités selon lesquelles un jugement d'expert peut être exercé dans l'établissement de l'indice et les cas dans lesquels il peut l'être;

c) l'exactitude et la fiabilité de la méthodologie, à l'égard des indices qu'elle a servi à établir, sont vérifiables, y compris, le cas échéant, par des contrôles a posteriori;

d) la méthodologie est raisonnablement conçue pour garantir l'établissement de l'indice dans toutes les circonstances raisonnables, sans compromettre l'exactitude et la fiabilité de la méthodologie;

e) il est possible de vérifier l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité de l'établissement de l'indice selon la méthodologie.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné peut mettre en œuvre une méthodologie à l'égard d'un indice de référence désigné lorsqu'elle remplit les conditions suivantes :

a) dans son élaboration, il est tenu compte de toutes les caractéristiques applicables du segment du marché ou de l'économie que l'indice est censé représenter;

b) s'il y a lieu, elle détermine ce qui constitue un marché actif aux fins de l'indice;

c) elle fixe l'ordre de priorité à accorder aux divers types de données sous-jacentes.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient, applique et publie des politiques et des procédures qui réunissent les conditions suivantes :

a) elles précisent les circonstances dans lesquelles la quantité ou la qualité des données sous-jacentes ne respecte pas les normes permettant à la méthodologie d'établir un indice de référence désigné représentant de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

b) elles indiquent si l'indice de référence désigné doit être établi ou non dans ces circonstances et, le cas échéant, précisent la méthode employée.

Projets de modification significative de la méthodologie

17. 1) Dans le présent article, on entend par « modification significative » une modification qu'une personne raisonnable jugerait significative.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné peut mettre en œuvre une modification significative de la méthodologie d'établissement d'un indice de référence désigné lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) il a publié un avis sur le projet de modification de la méthodologie;

b) il a offert aux utilisateurs d'indice de référence et aux autres membres du public la possibilité de commenter le projet de même que son effet sur l'indice de référence désigné;

- c)* il a publié les renseignements suivants :
- i)* les commentaires reçus, sauf si l'intervenant demande qu'ils demeurent confidentiels;
 - ii)* le nom de tous les intervenants, sauf ceux ayant demandé sa confidentialité;
 - iii)* sa réponse aux commentaires publiés;
- d)* il a publié un avis sur la mise en œuvre de toute modification significative de la méthodologie.
- 3) Pour l'application du paragraphe 2, les conditions suivantes s'appliquent :
- a)* l'avis visé au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 doit être publié à une date allouant aux utilisateurs d'indice de référence et aux autres membres du public un délai raisonnable pour examiner et commenter le projet de modification;
 - b)* la publication des commentaires conformément au sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 peut permettre la non-publication d'une partie d'un commentaire écrit lorsque les conditions suivantes sont réunies :
 - i)* l'administrateur d'indice de référence estime que sa communication porterait un préjudice grave à ses intérêts ou violerait la législation sur la protection de la vie privée;
 - ii)* l'administrateur d'indice de référence désigné inclut dans les documents publiés une description de la nature du commentaire;
 - c)* l'avis visé au sous-paragraphe *d* du paragraphe 2 doit être publié suffisamment de temps avant la date de prise d'effet de la modification significative pour que les utilisateurs d'indice de référence et les autres membres du public disposent d'un délai raisonnable afin d'examiner sa mise en œuvre.

CHAPITRE 5 INFORMATION À FOURNIR

Information à publier sur la méthodologie

18. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné publie, à l'égard de la méthodologie d'un indice de référence désigné, les éléments suivants :
- a)* l'information suivante :
 - i)* les renseignements qui pourraient être nécessaires à un contributeur d'indice de référence raisonnable pour s'acquitter de ses responsabilités en cette qualité;

ii) les renseignements qui pourraient être nécessaires à un utilisateur d'indice de référence raisonnable pour évaluer si l'indice représente de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

b) une explication de tous les éléments de la méthodologie, notamment les suivants :

i) une description de l'indice et du segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

ii) la monnaie ou toute autre unité de mesure de l'indice;

iii) le critère employé par l'administrateur d'indice de référence désigné afin de sélectionner les sources de données sous-jacentes utilisées pour établir l'indice;

iv) les types de données sous-jacentes utilisées pour établir l'indice ainsi que l'ordre de priorité accordé à chacun;

v) une description des contributeurs d'indice de référence et des critères employés pour établir leur admissibilité;

vi) une description des composantes de l'indice et des critères servant à leur sélection et à leur pondération;

vii) toute exigence minimale de liquidité applicable aux composantes de l'indice;

viii) toute exigence minimale applicable à la quantité des données sous-jacentes utilisées pour établir l'indice et toute norme minimale applicable à leur qualité;

ix) l'indication des modalités selon lesquelles un jugement d'expert peut être exercé dans l'établissement de l'indice et des cas dans lesquels il peut l'être;

x) le cas échéant, l'indication que l'indice tient compte ou non de tout réinvestissement de dividendes versés sur des titres inclus dans l'indice;

xi) si la méthodologie peut être modifiée périodiquement pour que l'indice de référence désigné continue de représenter de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter, les critères suivants :

A) tout critère à utiliser pour établir la nécessité d'une telle modification;

B) tout critère à utiliser pour établir la fréquence d'une telle modification;

C) tout critère à utiliser dans le cadre d'une telle modification pour rééquilibrer les composantes de l'indice;

xii) les limites potentielles de la méthodologie et le détail de toute méthodologie à employer dans des circonstances exceptionnelles, notamment dans le cas d'un marché non liquide ou en période de tension, ou lorsque les données de transaction peuvent ne pas être exactes, fiables ou exhaustives;

xiii) la description du rôle de tous les tiers ayant participé à la collecte de données en vue de l'établissement de l'indice, à son calcul ou à sa diffusion;

xiv) le modèle ou la méthode utilisés pour l'extrapolation et toute interpolation de données sous-jacentes;

c) le processus d'examen interne et d'approbation de la méthodologie ainsi que la fréquence de ces examens et approbations;

d) le processus d'apport de modifications significatives à la méthodologie visé à l'article 17;

e) des exemples de types de modifications qui pourraient constituer une modification significative de la méthodologie.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné avise l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières par écrit de tout projet de modification significative de la méthodologie d'un indice de référence désigné visé à l'article 17 au moins 45 jours avant sa mise en œuvre.

3) Le paragraphe 2 ne s'applique pas à l'égard d'un projet de modification significative de la méthodologie d'un indice de référence désigné visé à l'article 17 lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le projet est censé être mis en œuvre dans les 45 jours suivant la prise de la décision d'apporter la modification;

b) le projet vise à préserver l'intégrité, l'exactitude ou la fiabilité de l'indice de référence désigné, ou l'indépendance de l'administrateur d'indice de référence désigné;

c) rapidement après avoir décidé d'apporter la modification significative, l'administrateur d'indice de référence désigné en avise par écrit l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières.

Déclaration relative à l'indice de référence

19. 1) Dans le présent article, on entend par « déclaration relative à l'indice de référence » la déclaration écrite comprenant les éléments suivants :

a) la description du segment du marché ou de l'économie que l'indice de référence désigné est censé représenter, dont les renseignements suivants :

i) la zone géographique, le cas échéant, de ce segment;

ii) toute autre information qu'une personne raisonnable jugerait utile afin d'aider les utilisateurs d'indice de référence existants ou potentiels à comprendre les caractéristiques pertinentes de ce segment, y compris les éléments suivants si de l'information exacte et fiable est disponible :

segment;

A) de l'information sur les participants existants ou potentiels à ce

B) une indication de la valeur monétaire de ce segment;

b) une explication des circonstances dans lesquelles l'indice de référence désigné pourrait, selon une personne raisonnable, ne pas représenter de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;

c) l'information exposant les éléments suivants :

i) les éléments inclus dans la méthodologie de l'indice de référence désigné à l'égard desquels l'administrateur d'indice de référence désigné ou tout contributeur d'indice de référence pourrait exercer un jugement d'expert;

ii) les circonstances de l'exercice, par l'administrateur d'indice de référence désigné ou tout contributeur d'indice de référence, du jugement d'expert;

iii) le titre de poste des personnes physiques autorisées à exercer un jugement d'expert;

d) l'indication que le jugement d'expert visé au sous-paragraphe c sera évalué ou non par l'administrateur d'indice de référence désigné ou le contributeur d'indice de référence et, le cas échéant, les paramètres qui seront utilisés;

e) un avis indiquant que des facteurs, notamment des facteurs externes indépendants de la volonté de l'administrateur d'indice de référence désigné, pourraient nécessiter la modification ou la cessation de l'indice de référence désigné;

f) un avis indiquant que la modification ou la cessation de l'indice de référence désigné pourrait avoir une incidence sur les contrats et instruments ou la mesure de la performance des fonds d'investissement pour lesquels l'indice de référence désigné sert de référence;

g) une explication de toutes les principales expressions employées dans la déclaration qui se rapportent à l'indice de référence désigné et à sa méthodologie;

h) les motifs du choix de la méthodologie pour l'établissement de l'indice de référence désigné;

i) les procédures d'examen et d'approbation de la méthodologie de l'indice de référence désigné;

j) un résumé de la méthodologie de l'indice de référence désigné qui comprend notamment les éléments suivants, s'ils s'appliquent :

i) une description des types de données sous-jacentes à utiliser;

ii) l'ordre de priorité à accorder aux divers types de données sous-jacentes;

iii) les données minimales nécessaires pour établir l'indice;

- iv) l'utilisation éventuelle de modèles ou de méthodes d'extrapolation des données sous-jacentes;
 - v) tout critère de rééquilibrage des composantes de l'indice;
 - vi) toute autre restriction ou limite applicable à l'exercice du jugement d'expert;
- k) les procédures régissant la fourniture de l'indice de référence désigné en périodes de tension sur le marché ou lorsque les données de transaction pourraient ne pas être exactes, fiables ou exhaustives, de même que les limites potentielles de l'indice de référence désigné durant ces périodes;
- l) les procédures de traitement des erreurs contenues dans les données sous-jacentes ou dans l'établissement de l'indice de référence désigné, notamment lorsqu'il est nécessaire de l'établir de nouveau;
- m) les limites potentielles de l'indice de référence désigné, notamment son fonctionnement dans des marchés non liquides ou fragmentés, ainsi que la concentration possible des données sous-jacentes.
- 2) L'administrateur d'indice de référence désigné publie une déclaration relative à tout indice de référence désigné au plus tard 15 jours après la désignation de cet indice.
- 3) À l'égard de chaque indice de référence désigné qu'il administre, l'administrateur d'indice de référence désigné révisé la déclaration relative à l'indice de référence au moins tous les 2 ans.
- 4) S'il survient un changement qu'une personne raisonnable jugerait significatif concernant l'information à fournir en vertu du présent article dans la déclaration relative à l'indice de référence, l'administrateur d'indice de référence désigné met rapidement la déclaration à jour afin de refléter le changement.
- 5) En cas de mise à jour de la déclaration relative à l'indice de référence conformément au paragraphe 4, l'administrateur d'indice de référence désigné en publie rapidement la version à jour.

Modification et cessation d'un indice de référence désigné

20. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné ne cesse de fournir un indice de référence désigné que s'il donne avis de la cessation à une date allouant aux utilisateurs d'indice de référence et aux autres membres du public un délai raisonnable pour en évaluer l'incidence.
- 2) L'administrateur d'indice de référence désigné publie, en même temps que la déclaration relative à l'indice de référence visée au paragraphe 2 de l'article 19, ses procédures en cas de cessation d'un indice de référence désigné qu'il administre, ou de modification significative de la méthodologie ou de la fourniture de cet indice, y compris en matière de préavis de mise en œuvre de la cessation ou de la modification.
- 3) L'administrateur d'indice de référence désigné qui apporte une modification significative aux procédures visées au paragraphe 2 publie rapidement les procédures modifiées.

Personnes inscrites, émetteurs assujettis et entités reconnues

21. 1) Les personnes suivantes qui utilisent un indice de référence désigné dont la modification significative de la méthodologie ou de la fourniture, ou la cessation, pourrait avoir une incidence considérable sur elles, un titre qu'elles ont émis ou un dérivé auquel elles sont parties, établissent et maintiennent chacune un plan écrit indiquant les mesures qu'elles prendront dans les situations suivantes :

a) une modification significative de la méthodologie ou de la fourniture de l'indice;

b) la cessation de l'indice.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique qu'aux personnes suivantes :

a) les personnes inscrites;

b) les émetteurs assujettis;

c) les bourses reconnues;

d) les systèmes reconnus de cotation et de déclaration d'opérations;

e) les chambres de compensation reconnues au sens du Règlement 24-102 sur les obligations relatives aux chambres de compensation (chapitre V 1.1, r. 8.01).

3) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'égard des titres émis ou des dérivés conclus avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

4) Lorsqu'une personne raisonnable le jugerait approprié, toute personne visée au paragraphe 1 prend les mesures suivantes :

a) elle précise, dans le plan visé au paragraphe 1, un ou plusieurs indices de référence qui pourraient adéquatement se substituer à l'indice de référence désigné;

b) elle indique les raisons pour lesquelles la substitution serait adéquate.

5) Lorsqu'une personne raisonnable le jugerait approprié, toute personne visée au paragraphe 1 se reporte au plan visé au paragraphe 1 dans tout titre qu'elle émet ou tout dérivé dont elle est partie et pour lequel l'indice de référence désigné sert de référence.

Publication et communication

22. L'administrateur d'indice de référence désigné qui est tenu en vertu du présent règlement de publier un document ou de l'information, ou de communiquer un document ou de l'information à un utilisateur d'indice de référence ou à un contributeur d'indice de référence, les rend publics sur son site Web de manière évidente et gratuitement.

CHAPITRE 6 CONTRIBUTEURS D'INDICE DE RÉFÉRENCE

Code de conduite des contributeurs d'indice de référence

23. 1) Dans le cas d'un indice de référence désigné établi au moyen de données sous-jacentes provenant d'un contributeur d'indice de référence, l'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique un code de conduite précisant les responsabilités des contributeurs d'indice de référence à l'égard de la fourniture de données sous-jacentes.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné prévoit, dans le code de conduite visé au paragraphe 1, les éléments suivants :

a) une description des données sous-jacentes à fournir et des exigences nécessaires pour assurer qu'elles sont fournies conformément aux articles 14 et 15;

b) la méthode par laquelle les contributeurs d'indice de référence confirment l'identité de chaque personne physique contributrice pouvant fournir des données sous-jacentes;

c) la méthode par laquelle l'administrateur d'indice de référence désigné confirme l'identité des contributeurs d'indice de référence et de toute personne physique contributrice;

d) les procédures que les contributeurs d'indice de référence utiliseront pour décider qui peut être autorisé à agir comme personne physique contributrice;

e) les procédures que les contributeurs d'indice de référence utiliseront pour s'assurer de fournir toutes les données sous-jacentes pertinentes;

f) une description des procédures, systèmes et contrôles que les contributeurs d'indice de référence établiront, consigneront, maintiendront et appliqueront, notamment les éléments suivants :

i) les procédures de fourniture des données sous-jacentes;

ii) l'exigence de préciser si les données sous-jacentes sont des données de transaction;

iii) la confirmation que les données sous-jacentes sont conformes aux exigences imposées par l'administrateur d'indice de référence désigné;

iv) les procédures relatives à l'exercice du jugement d'expert en vue de la fourniture des données sous-jacentes;

v) si l'administrateur d'indice de référence désigné exige que les données sous-jacentes soient validées avant de lui être fournies, cette exigence;

vi) l'exigence de tenir des dossiers relatifs à leurs activités de contributeur d'indice de référence;

vii) l'obligation pour tout contributeur d'indice de référence de signaler à l'administrateur d'indice de référence désigné toute situation dans laquelle une personne raisonnable jugerait qu'une personne physique contributrice, agissant au nom de ce contributeur ou d'un autre, a fourni des données sous-jacentes qui ne sont pas exactes, fiables ou exhaustives;

viii) l'exigence de détecter et d'éliminer ou de gérer les conflits d'intérêts réels et potentiels susceptibles de nuire à l'intégrité, à l'exactitude ou à la fiabilité de l'indice de référence désigné;

ix) la procédure de nomination, chez tout contributeur d'indice de référence, d'un dirigeant chargé de surveiller et d'évaluer la conformité de ce contributeur et de ses salariés au code de conduite et aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence;

x) l'obligation de ne pas empêcher ni restreindre l'accès direct du dirigeant visé à la disposition ix ainsi que du chef de la conformité du contributeur d'indice de référence à son conseil d'administration;

3) L'administrateur d'indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour vérifier, au moins tous les 12 mois et rapidement après toute modification du code de conduite visé au paragraphe 1, que chaque contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence désigné qu'il administre respecte ce code.

Obligations des contributeurs d'indice de référence en matière de gouvernance et de contrôle

24. 1) Le contributeur d'indice de référence qui contribue à un indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour garantir les éléments suivants :

a) aucun conflit d'intérêts réel ou potentiel touchant le contributeur d'indice de référence ou ses salariés, dirigeants ou mandataires n'a eu d'incidence sur les données sous-jacentes qu'il a fournies, si, selon une personne raisonnable, ces données peuvent ne pas être exactes, fiables ou exhaustives

b) le contributeur d'indice de référence exerce tout jugement d'expert en vue de la fourniture des données sous-jacentes de façon indépendante, de bonne foi et conformément au code de conduite visé à l'article 23.

2) Le contributeur d'indice de référence qui contribue à un indice de référence désigné établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour assurer l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité de chaque fourniture de données sous-jacentes, notamment des politiques, des procédures et des contrôles régissant les éléments suivants :

a) la conformité de la fourniture au présent règlement et au code de conduite visé à l'article 23;

b) l'identité des personnes autorisées à fournir les données sous-jacentes ainsi que, le cas échéant, le processus d'approbation par une personne physique occupant un poste hiérarchiquement supérieur à celui de la personne physique contributrice;

c) la formation offerte aux personnes physiques contributrices relativement à la conformité au présent règlement;

d) la détection et l'élimination ou la gestion des conflits d'intérêts réels ou potentiels, notamment les mesures suivantes :

i) des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour opérer une séparation organisationnelle ou autre entre les personnes physiques contributrices et les salariés ou les mandataires ayant notamment pour responsabilités d'effectuer des transactions sur des contrats, des dérivés, des instruments ou des titres pour lesquels l'indice de référence désigné sert de référence;

ii) des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour empêcher les personnes physiques contributrices de recevoir une rémunération ou un incitatif financier donnant lieu à un conflit d'intérêts, notamment ceux nuisant à l'exactitude, à la fiabilité et à l'exhaustivité de chaque fourniture de données sous-jacentes.

3) Avant de fournir des données sous-jacentes relativement à un indice de référence désigné, le contributeur d'indice de référence prend les mesures suivantes :

a) il établit, consigne, maintient et applique des politiques et des procédures raisonnablement conçues pour établir des critères, y compris des restrictions ou des limites, applicables à l'exercice du jugement d'expert;

b) dans le cas où le jugement d'expert est exercé à l'égard de données sous-jacentes, il conserve les dossiers consignants les motifs de la décision de l'exercer, le raisonnement appliqué et les modalités de son exercice.

4) Le contributeur d'indice de référence qui fournit des données sous-jacentes à un indice de référence désigné conserve, pendant 7 ans à compter de la date à laquelle le dossier a été créé ou reçu par l'administrateur d'indice de référence désigné, selon la date la plus tardive, les dossiers contenant les éléments suivants :

a) les communications, y compris les conversations téléphoniques, relatives à la fourniture des données sous-jacentes;

b) toute l'information utilisée ou prise en compte par le contributeur d'indice de référence pour effectuer une fourniture, notamment les détails sur les fournitures faites et le nom des personnes physiques contributrices;

c) les dossiers concernant le jugement d'expert visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3;

d) tous les documents relatifs à la détection et à l'élimination ou à la gestion des conflits d'intérêts réels et potentiels;

e) la description de la perte ou du gain financiers potentiels du contributeur d'indice de référence et de chaque personne physique contributrice relativement aux instruments financiers pour lesquels l'indice de référence désigné à l'égard duquel il agit à ce titre sert de référence;

f) tout examen interne ou externe mené par le contributeur d'indice de référence, notamment tout rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité prévu par le présent règlement.

5) Le contributeur d'indice de référence qui fournit des données sous-jacentes à un indice de référence désigné a les obligations suivantes :

a) coopérer avec l'administrateur d'indice de référence désigné pour l'examen et la supervision de la fourniture de l'indice, notamment à l'égard de tout rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité prévu par le présent règlement;

b) mettre les dossiers visés au paragraphe 4 à la disposition des personnes suivantes :

i) l'administrateur d'indice de référence désigné;

ii) tout expert-comptable chargé d'établir un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité prévu par le présent règlement.

Dirigeant responsable de la conformité du contributeur d'indice de référence

25. 1) Le contributeur d'indice de référence qui fournit des données sous-jacentes à un indice de référence désigné nomme un dirigeant chargé de surveiller et d'évaluer la conformité de la conduite du contributeur et de ses salariés au code de conduite visé à l'article 23 et au présent règlement, ainsi qu'aux dispositions de la législation en valeurs mobilières relatives aux indices de référence.

2) Le contributeur d'indice de référence ne peut empêcher ou restreindre l'accès direct du dirigeant visé au paragraphe 1 et de son chef de la conformité à son conseil d'administration ou à un de ses administrateurs.

CHAPITRE 7 TENUE DE DOSSIERS

Dossiers

26. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné tient des dossiers nécessaires pour rendre compte de ses activités à ce titre, de ses transactions commerciales et de ses affaires financières se rapportant à ses indices de référence désignés.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné tient des dossiers contenant les renseignements suivants :

a) toutes les données sous-jacentes, y compris l'usage qui en est fait;

b) si des données sont rejetées comme données sous-jacentes pour un indice de référence désigné malgré leur conformité à sa méthodologie, les motifs du rejet;

- c)* la méthodologie de chaque indice de référence désigné qu'il administre;
 - d)* tout jugement d'expert exercé par lui lors de l'établissement de l'indice de référence désigné, notamment les motifs du jugement;
 - e)* toute modification ou tout écart des politiques, des procédures, des contrôles ou des méthodologies;
 - f)* l'identité des personnes physiques contributrices et des responsables d'un indice de référence;
 - g)* l'ensemble des documents relatifs aux plaintes;
 - h)* les communications, y compris les conversations téléphoniques, entre les responsables d'un indice de référence et les contributeurs d'indice de référence ou les personnes physiques contributrices concernant l'indice de référence désigné qu'il administre.
- 3) L'administrateur d'indice de référence désigné tient les dossiers visés au paragraphe 2 sous une forme permettant les actes suivants :
- a)* la détermination de la manière dont l'indice de référence désigné a été établi;
 - b)* l'audit, l'examen ou l'évaluation des données sous-jacentes, tout calcul ou l'exercice de tout jugement d'expert, notamment à l'égard de tout rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité.
- 4) L'administrateur d'indice de référence désigné conserve les dossiers visés au présent article :
- a)* pendant 7 ans à compter de la date à laquelle il les a créés ou reçus, selon la date la plus tardive;
 - b)* en lieu sûr et sous une forme durable;
 - c)* sous une forme permettant de les fournir rapidement à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières sur demande.

CHAPITRE 8

INDICES DE RÉFÉRENCE ESSENTIELS DÉSIGNÉS, TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉS ET INDICES DE RÉFÉRENCE FONDÉS SUR DES DONNÉES RÉGLEMENTÉES DÉSIGNÉS

SECTION 1 Indices de référence essentiels désignés

Administration de l'indice de référence essentiel désigné

27. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné qui décide de cesser de fournir un indice de référence essentiel désigné prend les mesures suivantes :

a) il avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières;

b) au plus tard 4 semaines suivant la transmission de l'avis, il présente à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières un plan expliquant la façon dont l'indice de référence essentiel désigné peut être transféré à un autre administrateur d'indice de référence désigné ou cesser d'être fourni.

2) Après la présentation du plan visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, l'administrateur d'indice de référence désigné continue de fournir l'indice de référence essentiel désigné jusqu'à ce qu'il y ait au moins l'un des événements suivants se produise :

a) la fourniture de l'indice de référence essentiel désigné a été transférée à un autre administrateur d'indice de référence désigné;

b) l'administrateur d'indice de référence désigné reçoit de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières un avis autorisant la cessation;

c) la désignation de l'indice de référence désigné a été révoquée ou modifiée du fait qu'il ne s'agit plus d'un indice de référence essentiel désigné;

d) il s'est écoulé 12 mois depuis la présentation du plan visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, à moins que, avant l'expiration de cette période, l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, n'ait transmis un avis écrit de sa prolongation.

Accès

28. L'administrateur d'indice de référence désigné prend des mesures raisonnables pour que les utilisateurs d'indice de référence existants et potentiels aient un accès direct équitable, raisonnable, transparent et non discriminatoire à tout indice de référence essentiel désigné qu'il administre.

Évaluation

29. L'administrateur d'indice de référence désigné présente à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières, au moins tous les 2 ans, une évaluation de la capacité de tout indice de référence essentiel désigné qu'il administre à représenter de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter.

Contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence essentiel désigné

30. 1) Le contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence essentiel désigné qui décide de cesser de fournir des données sous-jacentes en avise rapidement, par écrit, l'administrateur d'indice de référence désigné qui administre l'indice.

2) Le contributeur d'indice de référence qui est tenu de donner avis en vertu du paragraphe 1 continue de fournir des données sous-jacentes jusqu'à la première des dates suivantes :

- a)* la date visée à la disposition *ii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3;
 - b)* la date qui suit de 6 mois celle de la réception de l'avis visé au paragraphe 1 par l'administrateur d'indice de référence désigné qui administre l'indice de référence essentiel désigné.
- 3) L'administrateur d'indice de référence désigné qui reçoit l'avis visé au paragraphe 1 prend les mesures suivantes :
- a)* il avise rapidement l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières de la décision visée à ce paragraphe;
 - b)* au plus tard 14 jours suivant la réception de l'avis, il accomplit les actes suivants :
 - i)* il présente à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières une évaluation de l'incidence de la décision visée à ce paragraphe sur la capacité de l'indice de référence essentiel désigné à représenter de manière exacte et fiable le segment du marché ou de l'économie qu'il est censé représenter;
 - ii)* il avise par écrit le contributeur d'indice de référence de la date après laquelle sa fourniture de données sous-jacentes ne sera plus requise si cette date est antérieure à celle de 6 mois suivant la date de réception de l'avis visé au paragraphe 1.

Comité de surveillance

31. 1) Dans le cas d'un indice de référence essentiel désigné, au moins la moitié des membres du comité de surveillance visé à l'article 7 sont indépendants de l'administrateur d'indice de référence désigné qui l'administre et des entités du même groupe que lui.
- 2) Pour l'application du paragraphe 1, un membre du comité de surveillance n'est pas indépendant dans les cas suivants :
- a)* sauf pour sa rémunération à titre de membre du comité de surveillance, il accepte de l'administrateur d'indice de référence désigné ou d'une entité du même groupe que lui des honoraires à titre de consultant, de conseiller ou une autre forme d'honoraires;
 - b)* il est un membre de l'AIRD ou un salarié ou un mandataire d'une entité du même groupe que l'administrateur d'indice de référence désigné;
 - c)* il entretient avec l'administrateur d'indice de référence désigné une relation qui, de l'avis du conseil d'administration, risque d'entraver l'exercice de son jugement indépendant à titre de membre.
- 3) Le comité de surveillance visé à l'article 7 a les obligations suivantes :
- a)* publier de l'information sur ses membres, leurs déclarations de conflits d'intérêts ainsi que le processus d'élection ou de nomination de ses membres;
 - b)* tenir au moins une réunion tous les 4 mois.

Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné

32. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance visé à l'article 7, un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité à l'égard de chaque indice de référence essentiel désigné qu'il administre, concernant son respect des éléments suivants :

- a) les articles 5, 8 à 16 et 26;
 - b) la méthodologie applicable à l'indice de référence essentiel désigné.
- 2) L'administrateur d'indice de référence désigné veille à ce que le mandat confié à l'expert-comptable visé au paragraphe 1 soit exécuté tous les 12 mois.
- 3) L'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport visé au paragraphe 1 et en remet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières dans les 10 jours suivant sa réception.

Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence

33. 1) Si le comité de surveillance visé à l'article 7 l'exige en raison de préoccupations liées à la conduite d'un contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence essentiel désigné, le contributeur d'indice de référence engage un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance, un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité concernant sa propre conduite et son respect des éléments suivants :

- a) l'article 24;
 - b) la méthodologie applicable à l'indice de référence essentiel désigné.
- 2) Le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport visé au paragraphe 1 aux destinataires suivants dans les 10 jours suivant sa réception :
- a) le comité de surveillance visé à l'article 7;
 - b) le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné;
 - c) l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières.

SECTION 2 Taux d'intérêt de référence désignés**Ordre de priorité des données sous-jacentes**

34. Pour l'application du paragraphe 1 et du sous-paragraphe *a* du paragraphe 5 de l'article 14, dans le cas du taux d'intérêt de référence désigné reposant sur la fourniture de données sous-jacentes par un contributeur d'indice de référence, l'administrateur d'indice de référence désigné utilise les données sous-jacentes servant à l'établissement du taux selon l'ordre de priorité précisé dans la méthodologie y applicable.

Comité de surveillance

35. 1) Dans le cas d'un taux d'intérêt de référence désigné, au moins la moitié des membres du comité de surveillance visé à l'article 7 sont indépendants de l'administrateur d'indice de référence désigné qui l'administre et des entités du même groupe que lui.

2) Pour l'application du paragraphe 1, un membre du comité de surveillance n'est pas indépendant dans les cas suivants:

a) sauf pour sa rémunération à titre de membre du comité de surveillance, il accepte de l'administrateur d'indice de référence désigné ou d'une entité du même groupe que lui des honoraires à titre de consultant, de conseiller ou une autre forme d'honoraires;

b) il est un membre de l'AIRD ou un salarié ou un mandataire d'une entité du même groupe que l'administrateur d'indice de référence désigné;

c) il entretient avec l'administrateur d'indice de référence désigné une relation dont le conseil d'administration peut penser qu'elle risque d'entraver l'exercice de son jugement à titre de membre.

3) Le comité de surveillance visé à l'article 7 a les obligations suivantes :

a) publier de l'information sur ses membres, leurs déclarations de conflits d'intérêts ainsi que le processus d'élection ou de nomination de ses membres;

b) tenir au moins une réunion tous les 4 mois.

Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné

36. 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance visé à l'article 7, un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable à l'égard de chaque taux d'intérêt de référence désigné qu'il administre, concernant son respect des éléments suivants:

a) les articles 5, 8 à 16, 26 et 34;

b) la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné.

2) L'administrateur d'indice de référence désigné veille à ce que le mandat confié à l'expert-comptable visé au paragraphe 1 soit exécuté pour la première fois 6 mois après l'instauration du code de conduite des contributeurs d'indice de référence visé à l'article 23, et tous les 2 ans par la suite.

3) L'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport visé au paragraphe 1 et en remet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières dans les 10 jours suivant sa réception.

Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence exigé par le comité de surveillance

37. 1) Si le comité de surveillance visé à l'article 7 l'exige en raison de préoccupations liées à la conduite d'un contributeur d'indice de référence contribuant à un taux d'intérêt de référence désigné, le contributeur d'indice de référence engage un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance, un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité concernant sa propre conduite et son respect des éléments suivants :

- a) les articles 24 et 39;
- b) la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné.

2) Le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport visé au paragraphe 1 aux destinataires suivants dans les 10 jours suivant sa réception :

- a) le comité de surveillance visé à l'article 7;
- b) le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné;
- c) l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières.

Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence exigé à certains moments

38. 1) Le contributeur d'indice de référence contribuant à un taux d'intérêt de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir, selon les modalités établies par le comité de surveillance visé à l'article 7, un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité concernant sa propre conduite, ses données sous-jacentes et son respect des éléments suivants :

- a) les articles 24 et 39;
- b) la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné;
- c) le code de conduite visé à l'article 23.

2) Le contributeur d'indice de référence veille à ce que le mandat confié à l'expert-comptable visé au paragraphe 1 soit exécuté pour la première fois 6 mois après l'instauration du code de conduite des contributeurs d'indice de référence visé à l'article 23, et tous les 2 ans par la suite.

3) Le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport visé au paragraphe 1 aux destinataires suivants dans les 10 jours suivant sa réception :

- a) le comité de surveillance visé à l'article 7;
- b) le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné;
- c) l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières.

Politiques et procédures relatives au contributeur d'indice de référence

39. 1) Les paragraphes 2 à 7 s'appliquent à une personne uniquement à l'égard des taux d'intérêt de référence désignés.

2) Toute personne physique contributrice du contributeur d'indice de référence et son supérieur hiérarchique transmettent au contributeur d'indice de référence et à l'administrateur d'indice de référence désigné une déclaration écrite selon laquelle ils se conformeront au code de conduite visé à l'article 23.

3) Le contributeur d'indice de référence établit, consigne, maintient et applique des politiques, des procédures et des contrôles raisonnablement conçus pour prévoir les éléments suivants :

a) une vue d'ensemble des responsabilités, notamment des liens hiérarchiques internes et des obligations de reddition de comptes, au sein de l'organisation du contributeur d'indice de référence;

b) le maintien d'une liste à jour indiquant le nom et l'emplacement géographique des personnes physiques contributrices, de leurs supérieurs hiérarchiques et de leurs suppléants;

c) des procédures internes régissant les fournitures de données sous-jacentes et l'approbation de ces fournitures, dont la tenue d'un dossier de chaque fourniture quotidienne ou autre qui indique les éléments suivants :

i) la façon dont les procédures ont été appliquées;

ii) l'ensemble des facteurs quantitatifs et qualitatifs, y compris les données du marché et les jugements d'expert, ayant servi pour chaque fourniture

d) des procédures disciplinaires applicables aux actes suivants de toute personne, notamment toute personne extérieure au processus de fourniture de données sous-jacentes :

i) toute manipulation ou tentative de manipulation d'un indice de référence désigné dont elle est contributeur d'indice de référence, ou son non-signalement;

ii) toute fourniture ou tentative de fourniture d'information fautive ou trompeuse à l'égard d'un indice de référence désigné dont elle est contributeur d'indice de référence, ou son non-signalement;

e) des procédures de détection et de gestion des conflits d'intérêts et des contrôles des communications, tant au sein de l'organisation du contributeur d'indice de référence qu'avec les autres contributeurs d'indice de référence et les tiers, raisonnablement conçus pour éviter toute influence extérieure sur les personnes chargées de fournir des données sous-jacentes qui, selon une personne raisonnable, pourrait nuire à l'exactitude, à la fiabilité ou à l'exhaustivité de ces données;

f) l'obligation pour les personnes physiques contributrices employées par le contributeur d'indice de référence de travailler dans des locaux séparés physiquement de ceux des négociateurs en dérivés sur taux d'intérêt;

g) la prévention ou le contrôle des échanges d'information entre personnes participant à des activités comportant un conflit d'intérêts réel ou potentiel, lorsque, selon une personne raisonnable, ces échanges pourraient nuire à l'exactitude, à la fiabilité ou à l'exhaustivité des données sous-jacentes fournies par un contributeur d'indice de référence;

h) des règles visant à éviter la collusion entre les personnes suivantes :

i) les contributeurs d'indice de référence;

ii) les contributeurs d'indice de référence et l'administrateur d'indice de référence désigné;

i) des mesures visant à prévenir ou à limiter toute influence exercée par une personne sur la manière dont une personne physique contributrice fournit des données sous-jacentes, lorsque, selon une personne raisonnable, cette influence pourrait nuire à l'exactitude, à la fiabilité ou à l'exhaustivité de ces données.

j) la suppression de toute corrélation directe entre la rémunération d'un salarié participant à la fourniture de données sous-jacentes et la rémunération perçue ou les revenus générés par toute personne exerçant une autre activité, lorsqu'un conflit d'intérêts existe ou peut survenir relativement à cette autre activité;

k) des contrôles visant à détecter une annulation de transaction faisant suite à la fourniture des données sous-jacentes.

4) Le contributeur d'indice de référence conserve, pendant 7 ans à compter de la date à laquelle il les a créés ou reçus, selon la date la plus tardive, des dossiers contenant les éléments suivants :

a) tous les détails des fournitures de données sous-jacentes qu'une personne raisonnable jugerait pertinents pour démontrer l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité de ces données;

b) le processus régissant l'établissement des données sous-jacentes et l'approbation de leur fourniture, dont la tenue des dossiers visés au sous-paragraphe c du paragraphe 3;

c) le nom de chaque personne physique contributrice et ses responsabilités;

d) les communications, y compris les conversations téléphoniques, entre les personnes physiques contributrices et les autres personnes, dont les négociateurs internes et externes, relativement à l'établissement ou à la fourniture de données sous-jacentes;

e) les interactions entre les personnes physiques contributrices et l'administrateur d'indice de référence désigné ou tout agent de calcul;

f) les demandes d'information concernant les données sous-jacentes et les suites données à ces demandes;

g) les analyses de sensibilité pour les portefeuilles de négociation de swaps de taux d'intérêt et pour tout autre portefeuille de négociation de dérivés présentant une exposition aux fixations de taux d'intérêt relativement aux données sous-jacentes qui, selon une personne raisonnable, serait significative;

**CHAPITRE 9
DISPENSES DISCRÉTIONNAIRES****Dispenses**

41. 1) L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.
- 2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.
- 3) Sauf en Alberta et en Ontario, la dispense prévue au paragraphe 1 est accordée conformément à la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

**CHAPITRE 10
DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR****Date d'entrée en vigueur**

42. 1) Le présent règlement entre en vigueur le 13 juillet 2021.
- 2) En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci est après le 13 juillet 2021.

ANNEXE A
DÉFINITIONS S'APPLIQUANT DANS CERTAINS TERRITOIRES
(Paragraphe 5 à 8 de l'article 1)

« administrateur d'indice de référence » : une personne qui administre un indice de référence;

« contributeur d'indice de référence » : une personne qui se livre ou participe à la fourniture de renseignements qui serviront à un administrateur d'indice de référence pour établir un indice de référence;

« indice de référence » : un prix, une estimation, un taux, un indice ou une valeur qui remplit les conditions suivantes :

a) il est déterminé régulièrement en fonction d'une évaluation d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents;

b) il est mis à la disposition du public, notamment à titre onéreux ou gratuit;

c) il est utilisé à titre de référence à n'importe quelle fin, notamment les suivantes :

i) fixer les intérêts ou toute autre somme à payer au titre d'un contrat, d'un dérivé, d'un instrument ou d'une valeur mobilière;

ii) fixer la valeur d'un contrat, d'un dérivé, d'un instrument ou d'une valeur mobilière, ou le prix auquel ils peuvent faire l'objet d'une opération;

iii) mesurer le rendement d'un contrat, d'un dérivé, d'un fonds d'investissement, d'un instrument ou d'une valeur mobilière;

iv) à toute autre fin, par un fonds d'investissement;

« utilisateur d'indice de référence » : une personne qui utilise un indice de référence relativement à un contrat, à un dérivé, à un fonds d'investissement, à un instrument ou à une valeur mobilière.

ANNEXE 25-102A1
FORMULAIRE ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR D'INDICE DE RÉFÉRENCE
DÉSIGNÉ

Instructions

- 1) *Les expressions utilisées mais non définies dans le formulaire ont le sens qui leur est attribué dans le règlement.*
- 2) *À moins d'indication contraire, l'information figurant dans le formulaire doit être arrêtée à la date de clôture du dernier exercice de l'administrateur d'indice de référence. Elle doit être à jour de façon à ne pas induire le lecteur en erreur au moment de sa transmission. Si l'information présentée est arrêtée à une autre date, il faut le préciser dans le formulaire.*
- 3) *Commets une infraction à la législation en valeurs mobilières quiconque présente des renseignements faux ou trompeurs dans le formulaire.*

Rubrique 1. Nom de l'administrateur d'indice de référence

Inscrire le nom de l'administrateur d'indice de référence désigné.

Rubrique 2. Organisation et structure de l'administrateur d'indice de référence désigné

Décrire la structure organisationnelle de l'administrateur d'indice de référence désigné et inclure, s'il y a lieu, un organigramme indiquant la société mère ultime, les sociétés mères intermédiaires, les filiales et les membres importants du groupe de l'administrateur d'indice de référence désigné, le cas échéant, un organigramme indiquant les divisions, services et unités de l'administrateur d'indice de référence désigné, ainsi qu'un organigramme indiquant la structure de sa direction, y compris le dirigeant visé à l'article 6 du règlement et le comité de supervision visé à l'article 7 du règlement. Fournir de l'information détaillée au sujet de la structure juridique et de la propriété de l'administrateur d'indice de référence désigné.

Rubrique 3. Indice de référence désigné

Fournir le nom de l'indice de référence désigné.

Rubrique 4. Politiques et procédures relatives à l'information confidentielle

Si ce n'est pas déjà fait, joindre une copie des plus récentes politiques et procédures écrites que l'administrateur d'indice de référence désigné a établies et maintient afin de prévenir l'usage abusif de l'information confidentielle.

Rubrique 5. Politiques et procédures relatives au conflit d'intérêts

Si ce n'est pas déjà fait, joindre une copie des plus récentes politiques et procédures écrites établies et maintenues en matière de conflits d'intérêts réels et potentiels.

Rubrique 6. Conflits d'intérêts découlant de la structure de contrôle ou de propriété du demandeur

a) Décrire tout conflit d'intérêts réel ou potentiel découlant de la structure de contrôle ou de propriété de l'administrateur d'indice de référence désigné ou de toute autre activité de celui-ci ou de membres du même groupe que lui, relativement à un indice de référence désigné qu'il administre.

b) Décrire les politiques et procédures de l'administrateur d'indice de référence désigné en vue de détecter et d'éliminer ou de gérer chaque conflit d'intérêts réel ou potentiel visé au paragraphe *a*.

Rubrique 7. Politiques et procédures relatives au cadre de contrôle

Décrire le cadre de contrôle de l'administrateur d'indice de référence désigné visé à l'article 8 du règlement ainsi que les politiques et procédures conçues pour assurer la qualité de l'indice de référence désigné.

Rubrique 8. Politiques et procédures relatives aux plaintes

Décrire les politiques et procédures de l'administrateur d'indice de référence désigné en matière de plaintes.

Rubrique 9. Politiques et procédures relatives aux dossiers

Décrire les politiques et procédures de l'administrateur d'indice de référence désigné en matière de tenue de dossiers.

Rubrique 10. Impartition

Décrire les politiques et procédures de l'administrateur d'indice de référence désigné en matière d'impartition, et présenter l'information suivante sur toute personne visée à l'article 13 du règlement à qui il a imparté une fonction, un service ou une activité en lien avec la fourniture d'un indice de référence désigné (le « fournisseur ») et sur les personnes physiques qui supervisent cette personne :

- le nom du fournisseur et de ses principales personnes-ressources;
- le nombre total de personnes physiques qui supervisent le fournisseur;
- une description générale de la qualification minimale requise du fournisseur pour toute impartition;
- une description générale de la qualification minimale requise des personnes physiques qui supervisent le fournisseur pour toute impartition, notamment le niveau de formation et l'expérience de travail.

Rubrique 11. Responsables d'un indice de référence

Présenter l'information suivante sur les responsables d'un indice de référence de l'administrateur d'indice de référence désigné et sur les personnes physiques qui les supervisent :

- le nombre total de responsables d'un indice de référence;
- le nombre total de superviseurs des responsables d'un indice de référence;
- une description générale de la qualification minimale requise des responsables d'un indice de référence, notamment le niveau de formation et l'expérience de travail (en établissant, le cas échéant, une distinction entre les responsables de niveaux subalterne, intermédiaire et supérieur);
- une description générale de la qualification minimale requise des superviseurs des responsables d'un indice de référence, notamment le niveau de formation et l'expérience de travail.

Rubrique 12. Dirigeant responsable de la conformité

Présenter l'information suivante sur le dirigeant de l'administrateur d'indice de référence désigné visé à l'article 6 du règlement :

- son nom;
- ses antécédents professionnels;
- ses études postsecondaires;
- l'indication qu'il travaille à temps plein ou à temps partiel pour l'administrateur d'indice de référence désigné.

Rubrique 13. Détails des produits des activités ordinaires

S'il y a lieu, présenter l'information suivante relative au total des produits des activités ordinaires de l'administrateur d'indice de référence pour son dernier exercice :

- ceux tirés des activités d'établissement de l'indice de référence désigné;
- ceux tirés des activités d'établissement d'autres indices de référence qu'il administre (qui peut être fourni de façon globale pour l'ensemble de ces indices);
- ceux tirés de l'octroi de licences ou de droits de publication d'information sur l'indice de référence désigné;
- ceux tirés de l'octroi de licences ou de droits de publication d'information sur tous les autres indices de référence qu'il administre (qui peut être fourni de façon globale pour l'ensemble de ces indices).

Inclure de l'information financière sur les produits des activités ordinaires de l'administrateur d'indice de référence désigné en distinguant et en décrivant de manière exhaustive les frais tirés des activités relatives aux indices de référence et ceux tirés d'autres activités.

Cette information ne doit pas obligatoirement être auditée, mais toute ventilation des produits des activités ordinaires doit être établie selon les mêmes principes comptables que ceux utilisés pour établir les états financiers annuels visés à l'article 2 du règlement.

Rubrique 14. États financiers

Joindre une copie des états financiers annuels à transmettre en vertu de l'article 2 du règlement.

Rubrique 15. Attestation de vérification

Joindre une attestation de l'administrateur d'indice de référence désigné en la forme suivante :

« Le soussigné a signé le présent formulaire établi conformément à l'Annexe 25-102A1, Formulaire annuel de l'administrateur d'indice de référence désigné, au nom de [administrateur d'indice de référence désigné] et sur son autorisation. Le soussigné déclare, au nom de [administrateur d'indice de référence désigné], que les renseignements et les déclarations contenus dans le présent formulaire, y compris les appendices et les documents annexés, lesquels sont intégrés dans le présent formulaire et en font partie, sont exacts.

(Date)

(Nom de l'administrateur d'indice de référence désigné)

Par : _____
(Nom et titre en caractères d'imprimerie)

(Signature) ».

**ANNEXE 25-102A2
FORMULAIRE ANNUEL DE L'INDICE DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉ****Instructions**

- 1) *Les expressions utilisées mais non définies dans le formulaire ont le sens qui leur est attribué dans le règlement.*
- 2) *À moins d'indication contraire, l'information figurant dans le formulaire doit être arrêtée à la date de clôture du dernier exercice de l'administrateur d'indice de référence. Elle doit être à jour de façon à ne pas induire le lecteur en erreur au moment de sa transmission. Si l'information présentée est arrêtée à une autre date, il faut le préciser dans le formulaire.*
- 3) *Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières quiconque présente des renseignements faux ou trompeurs dans le formulaire.*

Rubrique 1. Nom de l'administrateur d'indice de référence

Inscrire le nom de l'administrateur d'indice de référence désigné.

Rubrique 2. Indice de référence désigné

Fournir le nom de l'indice de référence désigné et indiquer s'il s'agit de l'un des types d'indices suivants :

- un taux d'intérêt de référence;
- un indice de référence essentiel;
- un indice de référence fondé sur des données réglementées.

Rubrique 3. Mode de diffusion de l'indice de référence

Décrire le mode par lequel l'administrateur d'indice de référence désigné rend l'indice de référence désigné facilement accessible, à titre onéreux ou gratuit. Si des frais s'appliquent pour y accéder, fournir un barème ou décrire les prix.

Rubrique 4. Procédures et méthodologies

Décrire les procédures et les méthodologies dont l'administrateur d'indice de référence désigné se sert pour établir l'indice de référence désigné. La description doit être suffisamment détaillée pour permettre de comprendre les processus employés pour l'établissement et doit porter notamment sur les éléments suivants, s'il y a lieu :

- les sources d'information publiques et non publiques utilisées pour établir l'indice de référence désigné, dont l'information fournie par les contributeurs d'indice de référence;

- les procédures de surveillance, d'examen et de mise à jour de l'indice de référence désigné;
- les méthodologies, les politiques et les procédures visées par le règlement.

L'administrateur d'indice de référence désigné peut indiquer sur son site Web où trouver davantage d'information sur les méthodologies, les politiques et les procédures.

Rubrique 5. Code de conduite des contributeurs d'indice de référence

Si ce n'est pas déjà fait, joindre une copie du code de conduite des contributeurs d'indice de référence.

Rubrique 6. Attestation de vérification

Joindre une attestation de l'administrateur d'indice de référence désigné en la forme suivante :

« Le soussigné a signé le présent formulaire établi conformément à l'Annexe 25-102A2, Formulaire annuel de l'indice de référence désigné, au nom de [administrateur d'indice de référence désigné] et sur son autorisation. Le soussigné déclare, au nom de [administrateur d'indice de référence désigné], que les renseignements et les déclarations contenus dans le présent formulaire, y compris les appendices et les documents annexés, lesquels sont intégrés dans le présent formulaire et en font partie, sont exacts.

(Date)

(Nom de l'administrateur d'indice de référence désigné)

Par : _____
(Nom et titre en caractères d'imprimerie)

(Signature) ».

ANNEXE 25-102A3
ACTE D'ACCEPTATION DE COMPÉTENCE ET DÉSIGNATION D'UN
MANDATAIRE AUX FINS DE SIGNIFICATION

1. Nom de l'administrateur d'indice de référence désigné (l'« AIRD ») :
2. Territoire de constitution, ou équivalent, de l'AIRD :
3. Adresse de l'établissement principal de l'AIRD :
4. Nom, adresse de courriel, numéro de téléphone et numéro de télécopieur de la personne-ressource à l'établissement principal de l'AIRD :
5. Nom du mandataire aux fins de signification (le « mandataire ») :
6. Adresse du mandataire aux fins de signification au Canada :
7. Nom, adresse de courriel, numéro de téléphone et numéro de télécopieur de la personne-ressource du mandataire :
8. L'AIRD désigne et nomme le mandataire à l'adresse indiquée à la rubrique 6 comme mandataire à qui signifier tout avis, acte de procédure, citation à comparaître, sommation ou autre acte dans toute action, enquête ou instance administrative, criminelle, quasi criminelle ou autre (une « instance ») découlant soit de l'établissement d'un indice de référence désigné administré par l'AIRD, soit des obligations de celui-ci en qualité d'administrateur d'indice de référence désigné, et renonce irrévocablement à tout droit d'invoquer en défense dans une instance quelconque l'incompétence à intenter une instance.
9. L'AIRD accepte irrévocablement et sans réserve la compétence non exclusive, dans toute instance découlant soit de l'établissement d'un indice de référence désigné administré par lui, soit de ses obligations en qualité d'administrateur d'indice de référence désigné :
 - a) des tribunaux judiciaires et autres corps administratifs de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada dans lesquels il est un administrateur d'indice de référence désigné;
 - b) de toute instance judiciaire ou administrative dans chacune de ces provinces et dans chacun de ces territoires.

10. Le présent acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification est régi par les lois [de/du] [indiquer la province ou le territoire dans lequel se trouve l'adresse du mandataire] et s'interprète conformément à ces lois.

Signature de l'administrateur d'indice de
référence désigné

Date

Nom et titre du signataire autorisé de
l'administrateur d'indice de référence désigné
(en caractères d'imprimerie)

MANDATAIRE

Je soussigné accepte la désignation comme mandataire aux fins de signification de [indiquer le nom de l'AIRD] conformément aux modalités prévues dans le présent document.

Signature du mandataire

Date

Nom du signataire autorisé et, si le mandataire
n'est pas une personne physique, son titre
(en caractères d'imprimerie) ».

75379

A.M., 2015-19

Arrêté numéro V-1.1-2015-19 du ministre des Finances en date du 7 janvier 2016

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement 45-108 sur le financement participatif et le Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres

Gazette officielle du Québec, Partie 2, 20 janvier 2016, 148^e année, numéro 3, page 117.

À la page 117, le sixième alinéa du préambule de l'arrêté aurait dû se lire :

« Vu que le projet de Règlement 45-108 sur le financement participatif a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 11, n^o 11 du 20 mars 2014; »;

À la page 118, le huitième alinéa du préambule de l'arrêté aurait dû se lire :

« Vu que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 7 décembre 2015, par la décision n^o 2015-PDG-0199, le Règlement 45-108 sur le financement participatif et par la décision n^o 2015-PDG-0200, le Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres; »;

À la page 118, le dispositif de l'arrêté aurait dû se lire :

« EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement 45-108 sur le financement participatif et le Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres. ».

75231

Erratum

M.O., 2021-07**Order number V-1.1-2021-07 of the Minister
of Finance dated 23 June 2021**

Securities Act
(chapter V-1.1)

CONCERNING the Regulation 25-102 respecting
Designated Benchmarks and Benchmark
Administrators

Gazette officielle du Québec, Part 2, July 7, 2021,
Volume 153, No. 27, page 2586.

On page 2588, the regulation should read as follows:

“REGULATION 25-102 RESPECTING DESIGNATED BENCHMARKS AND BENCHMARK ADMINISTRATORS

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (8), (9.1), (9.2.1), (9.3), (9.5), (9.6), (11), (19), (19.1), (19.3), (19.5), (26), (32), (32.0.1) and (34), and s. 331.2)

Note: The text box in this Regulation located after subsection 1(6) refers to terms defined in securities legislation. This text box does not form part of this Regulation.

**PART 1
DEFINITIONS AND INTERPRETATION**

Definitions and interpretation

1. (1) In this Regulation,

“benchmark individual” means any DBA individual who participates in the provision of, or overseeing the provision of, a designated benchmark;

“board of directors” includes, in the case of a person that does not have a board of directors, a group that acts in a capacity similar to a board of directors;

“contributing individual” means an individual who contributes input data, as an employee or agent, on behalf of a benchmark contributor;

“CSAE 3000” means Canadian Standard on Assurance Engagements 3000 *Attestation Engagements Other than Audits or Reviews of Historical Financial Information*, as amended from time to time;

“CSAE 3001” means Canadian Standard on Assurance Engagements 3001 *Direct Engagements*, as amended from time to time;

“CSAE 3530” means Canadian Standard on Assurance Engagements 3530 *Attestation Engagements to Report on Compliance*, as amended from time to time;

“CSAE 3531” means Canadian Standard on Assurance Engagements 3531 *Direct Engagements to Report on Compliance*, as amended from time to time;

“DBA individual” means an individual who is

- (a) a director, officer or employee of a designated benchmark administrator, or
- (b) an agent of a designated benchmark administrator who performs services on behalf of the designated benchmark administrator;

“designated benchmark” means a benchmark that is designated for the purposes of this Regulation by a decision of the securities regulatory authority;

“designated benchmark administrator” means

(a) in Québec, a benchmark administrator that is subject to securities legislation by a decision of the securities regulatory authority, except the Bank of Canada, and

(b) in every other jurisdiction, a benchmark administrator that is designated for the purposes of this Regulation by a decision of the securities regulatory authority;

“designated critical benchmark” means a benchmark that is designated for the purposes of this Regulation as a “critical benchmark” by a decision of the securities regulatory authority;

“designated interest rate benchmark” means a benchmark that is designated for the purposes of this Regulation as an “interest rate benchmark” by a decision of the securities regulatory authority;

“designated regulated-data benchmark” means a benchmark that is designated for the purposes of this Regulation as a “regulated-data benchmark” by a decision of the securities regulatory authority;

“expert judgment” means the discretion exercised by

(a) a designated benchmark administrator with respect to the use of input data in determining a benchmark, and

(b) a benchmark contributor with respect to input data;

“input data” means data in respect of any measurement of one or more assets, interests or elements, including, but not limited to, the value or price of the asset, interest or element, if that data is contributed, or otherwise obtained, by a designated benchmark administrator for the purpose of determining a designated benchmark;

“ISAE 3000” means International Standard on Assurance Engagements 3000 (Revised), *Assurance Engagements Other than Audits or Reviews of Historical Financial Information*, as amended from time to time;

“limited assurance report on compliance” means

(a) a public accountant’s limited assurance report, on management’s statement that a person complied with the applicable subject requirements, if the report is prepared in accordance with CSAE 3000 and CSAE 3530 or ISAE 3000, or

(b) a public accountant’s limited assurance report, on the compliance of a person with the applicable subject requirements, if the report is prepared in accordance with CSAE 3001 and CSAE 3531 or ISAE 3000;

“management’s statement” means a statement of management of a designated benchmark administrator or a benchmark contributor, as applicable;

“methodology” means a document describing how a designated benchmark administrator determines a designated benchmark;

“reasonable assurance report on compliance” means

(a) a public accountant’s reasonable assurance report, on management’s statement that a person complied with the applicable subject requirements, if the report is prepared in accordance with CSAE 3000 and CSAE 3530 or ISAE 3000, or

(b) a public accountant’s reasonable assurance report, on the compliance of a person with the applicable subject requirements, if the report is prepared in accordance with CSAE 3001 and CSAE 3531 or ISAE 3000;

“subject requirements” means

- (a) paragraphs 32(1)(a) and (b),
- (b) paragraphs 33(1)(a) and (b),
- (c) paragraphs 36(1)(a) and (b),
- (d) paragraphs 37(1)(a) and (b), and
- (e) paragraphs 38(1)(a), (b) and (c);

“transaction data” means the data in respect of a price, rate, index or value representing transactions

- (a) between persons each of which is not an affiliated entity of one another, and
- (b) occurring in an active market subject to competitive supply and demand forces.

(2) Terms defined in Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation (chapter V-1.1, r. 5) and used in this Regulation have the respective meanings ascribed to them in that Regulation.

(3) For the purposes of this Regulation, input data is considered to have been contributed to a designated benchmark administrator if

- (a) it is not reasonably available to
 - (i) the designated benchmark administrator, or
 - (ii) another person, other than the benchmark contributor, for the purpose of providing the input data to the designated benchmark administrator, and
- (b) it is provided to the designated benchmark administrator or the other person referred to in subparagraph (a)(ii) for the purpose of determining a benchmark.

(4) For the purposes of this Regulation, a designated benchmark administrator is considered to have provided a designated benchmark if any of the following apply:

(a) the administrator collects, analyzes, processes or otherwise uses the input data for the purposes of determining the benchmark;

(b) the administrator determines the benchmark through the application of the methodology applicable to the benchmark;

(c) the administrator administers any other arrangements for determining the benchmark.

(5) Subject to subsections (6), (7) and (8), Appendix A contains definitions of terms used in this Regulation.

(6) Subsection (5) does not apply in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario or Saskatchewan.

Note: In Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario and Saskatchewan, the terms in Appendix A are defined in securities legislation.

(7) In British Columbia, the definitions of “benchmark” and “benchmark contributor” in the Securities Act (R.S.B.C. 1996, c. 418) apply to this Regulation.

(8) In Québec, the definitions of “benchmark” and “benchmark administrator” in the Securities Act (chapter V-1.1) apply to this Regulation.

(9) In this Regulation, a person is an affiliated entity of another person if either of the following applies:

(a) one is the subsidiary of the other;

(b) each is a subsidiary of, or controlled by, the same person.

(10) For the purposes of paragraph (9)(b), a person (first person) controls another person (second person) if any of the following apply:

(a) the first person beneficially owns, or controls or directs, directly or indirectly, securities of the second person carrying votes that, if exercised, would entitle the first person to elect a majority of the directors of the second person, unless that first person holds the voting securities only to secure an obligation;

(b) the second person is a partnership, other than a limited partnership, and the first person holds more than a 50% interest in the partnership;

(c) the second person is a limited partnership and the general partner of the limited partnership is the first person;

(d) the second person is a trust and the first person is a trustee of the trust.

**PART 2
DELIVERY REQUIREMENTS****Information on a designated benchmark administrator**

2. (1) In this section, the following terms have the same meaning as in section 1.1 of Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards (chapter V-1.1, r. 25):

- (a) “accounting principles”;
- (b) “auditing standards”;
- (c) “U.S. GAAP”;
- (d) “U.S. PCAOB GAAS”.

(2) In this section, “parent issuer” means an issuer in respect of which a designated benchmark administrator is a subsidiary.

(3) A designated benchmark administrator must deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority

(a) information that a reasonable person would consider describes the designated benchmark administrator’s organization, structure and administration of benchmarks, including, for greater certainty, a description of its policies and procedures required under this Regulation, conflicts of interest and potential conflicts of interest, any person referred to in section 13 to which a designated benchmark administrator has outsourced a function, service or activity in the provision of a designated benchmark, benchmark individuals, the officer referred to in section 6 and sources of revenue, and

(b) annual financial statements for the designated benchmark administrator’s most recently completed financial year that include all of the following:

(i) a statement of comprehensive income, a statement of changes in equity and a statement of cash flows for

(A) the most recently completed financial year, and

(B) the financial year, if any, immediately preceding the most recently completed financial year;

(ii) a statement of financial position at the end of each of the periods referred to in subparagraph (i);

(iii) notes to the annual financial statements.

(4) For the purposes of paragraph (3)(b), if a designated benchmark administrator is a subsidiary of a parent issuer, the designated benchmark administrator may instead deliver consolidated annual financial statements, for the most recently completed financial year of the parent issuer, that include all of the following:

(a) a statement of comprehensive income, a statement of changes in equity and a statement of cash flows for

(i) the most recently completed financial year, and

(ii) the financial year, if any, immediately preceding the most recently completed financial year;

(b) a statement of financial position at the end of each of the periods referred to in paragraph (a);

(c) notes to the annual financial statements.

(5) The annual financial statements delivered under paragraph (3)(b) or subsection (4) must be audited.

(6) The notes to the annual financial statements delivered under paragraph (3)(b) or subsection (4) must identify the accounting principles used to prepare the annual financial statements.

(7) The annual financial statements delivered under paragraph (3)(b) or subsection (4) must

(a) be prepared in accordance with one of the following accounting principles:

(i) Canadian GAAP applicable to publicly accountable enterprises;

(ii) Canadian GAAP applicable to private enterprises, if

(A) the financial statements consolidate any subsidiaries and account for significantly influenced investees and joint ventures using the equity method, and

(B) the designated benchmark administrator or parent issuer, as applicable, is a "private enterprise" as defined in the Handbook;

(iii) IFRS;

(iv) U.S. GAAP,

(b) be audited in accordance with one of the following auditing standards:

(i) Canadian GAAS;

(ii) International Standards on Auditing;

(iii) U.S. PCAOB GAAS, and

- (c) be accompanied by an auditor's report that,
 - (i) if subparagraph (b)(i) or (ii) applies, expresses an unmodified opinion,
 - (ii) if subparagraph (b)(iii) applies, expresses an unqualified opinion, and
 - (iii) identifies the auditing standards used to conduct the audit.

(8) The information required under subsection (3) must be provided for the periods set out in, and be prepared in accordance with, Form 25-102F1 and must be delivered

(a) on or before the 30th day after the designated benchmark administrator is designated, and

(b) no later than 90 days after the end of each completed financial year of the designated benchmark administrator.

(9) If any of the information delivered by a designated benchmark administrator under paragraph (3)(a) becomes inaccurate, and a reasonable person would consider the inaccuracy to be significant, the designated benchmark administrator must promptly deliver a completed amended Form 25-102F1 that includes the accurate information.

Information on a designated benchmark

3. (1) A designated benchmark administrator must, for each designated benchmark that it administers, deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority

(a) information about the provision and distribution of the designated benchmark, including, for greater certainty, its procedures, methodologies and distribution model, and

(b) the code of conduct, if any, for the benchmark contributors.

(2) The information required under subsection (1) must be provided for the periods set out in, and be prepared in accordance with, Form 25-102F2 and must be delivered

(a) on or before the 30th day after the designated benchmark is designated, and

(b) no later than 90 days after the end of each completed financial year of the designated benchmark administrator.

(3) If any of the information delivered by a designated benchmark administrator under paragraph (1)(a) in respect of a designated benchmark it administers becomes inaccurate, and a reasonable person would consider the inaccuracy to be significant, the designated benchmark administrator must promptly deliver a completed amended Form 25-102F2 that includes the accurate information.

Submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process

4. (1) A designated benchmark administrator must, if the designated benchmark administrator is incorporated or organized under the laws of a foreign jurisdiction, submit to the non-exclusive jurisdiction of the judiciary and quasi-judicial and other administrative bodies of the local jurisdiction and appoint an agent for service of process in Canada in a jurisdiction in which the designated benchmark administrator is designated.

(2) The submission to jurisdiction and appointment required under subsection (1) must be prepared in accordance with Form 25-102F3 and must be delivered on or before the 30th day after the designated benchmark administrator is designated.

(3) A designated benchmark administrator, or a benchmark administrator referred to in subsection (4), must deliver an amended Form 25-102F3 containing updated information at least 30 days before the effective date of any change that would result in a change to the information provided in the Form.

(4) Subsection (3) applies to a benchmark administrator until the date that is 6 years after the date on which the benchmark administrator ceases to be a designated benchmark administrator.

**PART 3
GOVERNANCE****Accountability framework requirements**

5. (1) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply an accountability framework of policies and procedures that are reasonably designed to

(a) ensure and evidence compliance with securities legislation relating to benchmarks, and

(b) for each designated benchmark it administers, ensure and evidence that the designated benchmark administrator follows the methodology applicable to the designated benchmark.

(2) An accountability framework referred to in subsection (1) must specify how the designated benchmark administrator complies with each of the following:

(a) Part 7;

(b) subsection 2(5), paragraph 18(1)(c), sections 32 and 36 and subsection 39(7) as they relate to internal review or audit, a public accountant's limited assurance report on compliance or a reasonable assurance report on compliance;

(c) the policies and procedures referred to in section 12.

Compliance officer

6. (1) A designated benchmark administrator must designate an officer to be responsible for monitoring and assessing compliance by the designated benchmark administrator and its DBA individuals with securities legislation relating to benchmarks.

(2) A designated benchmark administrator must not prevent or restrict the officer referred to in subsection (1) from directly accessing the designated benchmark administrator's board of directors or a member of the board of directors.

(3) An officer referred to in subsection (1) must do all of the following:

(a) monitor and assess compliance by the designated benchmark administrator and its DBA individuals with the accountability framework referred to in section 5, the control framework referred to in section 8 and securities legislation relating to benchmarks;

(b) at least once every 12 months, submit a report to the designated benchmark administrator's board of directors that describes

(i) the officer's activities referred to in paragraph (a),

(ii) compliance by the designated benchmark administrator and its DBA individuals with the accountability framework referred to in section 5, the control framework referred to in section 8 and securities legislation relating to benchmarks, and

(iii) whether the designated benchmark administrator has followed the methodology applicable to each designated benchmark it administers;

(c) submit a report to the designated benchmark administrator's board of directors as soon as reasonably possible if the officer becomes aware of any circumstances indicating that the designated benchmark administrator or its DBA individuals might not be in compliance with securities legislation relating to benchmarks and any of the following apply:

(i) a reasonable person would consider that the suspected non-compliance, if actual, poses a significant risk of financial loss to a benchmark user or to any other person;

(ii) a reasonable person would consider that the suspected non-compliance, if actual, poses a significant risk of harm to the integrity of capital markets;

(iii) a reasonable person would consider that the suspected non-compliance, if actual, is part of a pattern of non-compliance.

(4) An officer referred to in subsection (1) must not participate in any of the following:

(a) the provision of a designated benchmark;

(b) the determination of compensation for any DBA individuals, other than for a DBA individual who reports directly to the officer.

- (5) An officer referred to in subsection (1) must certify that a report submitted under paragraph (3)(b) is accurate and complete.
- (6) A designated benchmark administrator must not provide a payment or other financial incentive to an officer referred to in subsection (1), or any DBA individual who reports directly to the officer, if the payment or other financial incentive would create a conflict of interest.
- (7) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure compliance with subsection (6).
- (8) A designated benchmark administrator must deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, promptly after it is submitted to the board of directors, a report referred to in paragraph (3)(b) or (c).

Oversight committee

7. (1) In this section, “oversight committee” means the committee referred to in subsection (2).
- (2) A designated benchmark administrator must establish and maintain a committee to oversee the provision of a designated benchmark.
- (3) The oversight committee must not include any individual who is a member of the board of directors of the designated benchmark administrator.
- (4) The oversight committee must provide a copy of its recommendations on benchmark oversight to the board of directors of the designated benchmark administrator.
- (5) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures regarding the structure and mandate of the oversight committee.
- (6) The board of directors of a designated benchmark administrator must appoint the members of the oversight committee.
- (7) A designated benchmark administrator must not distribute information relating to a designated benchmark unless its board of directors has
- (a) approved the policies and procedures referred to in subsection (5), and
 - (b) approved the procedures referred to in paragraph (8)(d).
- (8) The oversight committee must, for each designated benchmark that the designated benchmark administrator administers, do all of the following:
- (a) review the methodology of the designated benchmark at least once every 12 months and consider if any changes to the methodology are required;
 - (b) oversee any changes to the methodology of the designated benchmark, including requesting that the designated benchmark administrator consult with benchmark contributors or benchmark users on any significant changes to the methodology of the designated benchmark;

(c) oversee the management and operation of the designated benchmark, including the designated benchmark administrator's control framework referred to in section 8;

(d) review and approve procedures for any cessation of the designated benchmark, including procedures governing consultations about a cessation of the designated benchmark;

(e) oversee any person referred to in section 13 to which a designated benchmark administrator has outsourced a function, service or activity in the provision of the designated benchmark, including calculation agents and dissemination agents;

(f) assess any report resulting from an internal review or audit, or any public accountant's limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance;

(g) monitor the implementation of any remedial actions relating to an internal review or audit, or any public accountant's limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance;

(h) keep minutes of its meetings;

(i) if the designated benchmark is based on input data from a benchmark contributor,

(i) oversee the designated benchmark administrator's establishment, documentation, maintenance and application of the code of conduct referred to in section 23,

(ii) monitor each of the following:

(A) the input data;

(B) the contribution of input data by the benchmark contributor;

(C) the actions of the designated benchmark administrator in challenging or validating contributions of input data,

(iii) take reasonable measures regarding any breach of the code of conduct referred to in section 23 to mitigate the impact of the breach and prevent additional breaches in the future, if a reasonable person would consider that the breach is significant, and

(iv) promptly notify the board of directors of the designated benchmark administrator of any breach of the code of conduct referred to in section 23, if a reasonable person would consider that the breach is significant.

(9) If the oversight committee becomes aware that the board of directors of the designated benchmark administrator has acted or intends to act contrary to any recommendations or decisions of the oversight committee, the oversight committee must record that fact in the minutes of its next meeting.

(10) If the oversight committee becomes aware of any of the following, the oversight committee must promptly report it to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority:

(a) any misconduct by the designated benchmark administrator in relation to the provision of a designated benchmark, if a reasonable person would consider that the misconduct is significant;

(b) any misconduct by a benchmark contributor in respect of a designated benchmark that is based on input data from the benchmark contributor, if a reasonable person would consider that the misconduct is significant;

(c) any input data that

(i) a reasonable person would consider is anomalous or suspicious, and

(ii) is used in determining the benchmark or is contributed by a benchmark contributor.

(11) The oversight committee, and each of its members, must carry out its, and their, actions and duties under this Regulation with integrity.

(12) A member of the oversight committee must disclose in writing to the committee the nature and extent of any conflict of interest the member has in respect of the designated benchmark or the designated benchmark administrator.

Control framework

8. (1) In this section, “control framework” means the policies, procedures and controls referred to in subsections (2), (3) and (4).

(2) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls that are reasonably designed to ensure that a designated benchmark is provided in accordance with this Regulation.

(3) Without limiting the generality of subsection (2), a designated benchmark administrator must ensure that its control framework includes controls relating to all of the following:

(a) management of operational risk, including any risk of financial loss, disruption or damage to the reputation of the designated benchmark administrator from any failure of its information technology systems;

(b) business continuity and disaster recovery plans;

(c) contingency procedures in the event of a disruption to the provision of the designated benchmark or the process applied to provide the designated benchmark.

(4) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls reasonably designed to

- (a) ensure that benchmark contributors comply with the code of conduct referred to in section 23 and the standards for input data in the methodology of the designated benchmark,
- (b) monitor input data before any publication relating to the designated benchmark, and
- (c) validate input data after publication to identify errors and anomalies.

(5) A designated benchmark administrator must promptly provide written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority describing any security incident or any systems issue relating to a designated benchmark it administers, if a reasonable person would consider that the security incident or systems issue is significant.

(6) A designated benchmark administrator must review and update its control framework on a reasonably frequent basis and at least once every 12 months.

(7) A designated benchmark administrator must make its control framework available, on request and free of charge, to any benchmark user.

Governance requirements

9. (1) A designated benchmark administrator must establish and document its organizational structure.

(2) The organizational structure referred to in subsection (1) must establish well-defined roles and responsibilities for each person involved in the provision of a designated benchmark administered by the designated benchmark administrator.

(3) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure that each of its benchmark individuals

- (a) has the necessary skills, knowledge, experience, reliability and integrity for the duties assigned to the individual, and
- (b) is subject to adequate management and supervision.

(4) A designated benchmark administrator must ensure that any information published by the benchmark administrator relating to a designated benchmark is approved by a manager of the designated benchmark administrator.

Conflicts of interest

10. (1) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures that are reasonably designed to

- (a) identify and eliminate or manage conflicts of interest involving the designated benchmark administrator and its managers, benchmark contributors, benchmark users, DBA individuals and any affiliated entity of the designated benchmark administrator,

- (b) ensure that the exercise of expert judgment by the benchmark administrator or DBA individuals is independently and honestly exercised,
 - (c) protect the integrity and independence of the provision of a designated benchmark,
 - (d) ensure that an officer referred to in section 6, or any DBA individual who reports directly to the officer, does not receive compensation or other financial incentive from which conflicts of interest arise or that otherwise adversely affect the integrity of the benchmark determination, and
 - (e) ensure that each of its benchmark individuals is not subject to undue influence, undue pressure or conflicts of interest, including, for greater certainty, ensuring that each of the benchmark individuals
 - (i) is not subject to compensation or performance evaluations from which conflicts of interest arise or that otherwise adversely affect the integrity of the benchmark determination,
 - (ii) does not have any financial interests, relationships or business connections that adversely affect the integrity of the designated benchmark administrator,
 - (iii) does not contribute to a determination of a designated benchmark by way of engaging in bids, offers or trades on a personal basis or on behalf of market participants, except as permitted under the policies and procedures of the designated benchmark administrator, and
 - (iv) is subject to policies and procedures to prevent the exchange of information that might affect a designated benchmark with the following, except as permitted under the policies and procedures of the designated benchmark administrator:
 - (A) any other DBA individual if that individual is involved in an activity that results in a conflict of interest or a potential conflict of interest,
 - (B) a benchmark contributor or any other person.
- (2) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures that are reasonably designed to keep separate, operationally, the business of a designated benchmark administrator relating to the designated benchmark it administers, and its benchmark individuals, from any other business activity of the designated benchmark administrator if the designated benchmark administrator becomes aware of a conflict of interest or a potential conflict of interest involving the business of the designated benchmark administrator relating to any designated benchmark.
- (3) A designated benchmark administrator must promptly publish a description of a conflict of interest, or a potential conflict of interest, in respect of a designated benchmark
- (a) if a reasonable person would consider the risk of harm to any person arising from the conflict of interest, or the potential conflict of interest, is significant, and

(b) on becoming aware of the conflict of interest, or the potential conflict of interest, including, for greater certainty, a conflict or potential conflict arising from the ownership or control of the designated benchmark administrator.

(4) A designated benchmark administrator must ensure that the policies and procedures referred to in subsection (1)

(a) take into account the nature and categories of the designated benchmarks it administers and the risks that each designated benchmark poses to capital markets and benchmark users,

(b) protect the confidentiality of information provided to or produced by the designated benchmark administrator, subject to the disclosure requirements under Part 5, and

(c) identify and eliminate or manage conflicts of interest, including, for greater certainty, those that arise as a result of

(i) expert judgment or other discretion exercised in the benchmark determination process,

(ii) the ownership or control of the designated benchmark administrator or any affiliated entity of the designated benchmark administrator, and

(iii) any other person exercising control or direction over the designated benchmark administrator in relation to determining the designated benchmark.

(5) If a designated benchmark administrator fails to apply or follow a policy or procedure referred to in subsection (4), and a reasonable person would consider the failure to be significant, the designated benchmark administrator must promptly provide written notice of the significant failure to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Reporting of contraventions

11. (1) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply systems and controls reasonably designed to detect and promptly report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority any conduct by a DBA individual or a benchmark contributor that might involve the following:

(a) manipulation or attempted manipulation of a designated benchmark;

(b) provision or attempted provision of false or misleading information in respect of a designated benchmark.

(2) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures for its DBA individuals to report any contravention of securities legislation relating to benchmarks to the officer referred to in section 6.

(3) A designated benchmark administrator must promptly provide written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority describing any conduct that it, or any of its DBA individuals, becomes aware of that might involve the following:

- (a) manipulation or attempted manipulation of a designated benchmark;
- (b) provision or attempted provision of false or misleading information in respect of a designated benchmark.

Complaint procedures

12. (1) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain, apply and publish policies and procedures reasonably designed to ensure that the designated benchmark administrator receives, investigates and resolves complaints relating to a designated benchmark, including, for greater certainty, complaints in respect of each of the following:

- (a) whether a determination of a designated benchmark accurately and reliably represents that part of the market or economy the benchmark is intended to represent;
- (b) whether a determination of a designated benchmark was made in accordance with the methodology of the designated benchmark;
- (c) the methodology of a designated benchmark or any proposed change to the methodology.

(2) A designated benchmark administrator must do all of the following:

- (a) provide a written copy of the complaint procedures at no cost to any person on request;
- (b) investigate a complaint in a timely and fair manner;
- (c) communicate the outcome of the investigation of a complaint to the complainant within a reasonable period;
- (d) conduct the investigation of a complaint independently of persons who might have been involved in the subject matter of the complaint.

Outsourcing

13. (1) A designated benchmark administrator must not outsource a function, service or activity relating to the administration of a designated benchmark in such a way as to significantly impair any of the following:

- (a) the designated benchmark administrator's control over the provision of the designated benchmark;
- (b) the ability of the designated benchmark administrator to comply with securities legislation relating to benchmarks.

(2) A designated benchmark administrator that outsources a function, service or activity in the provision of a designated benchmark must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure that

(a) the person performing the function or activity or providing the service has the ability, capacity, and any authorization required by law, to perform the outsourced function or activity, or provide the service, reliably and effectively,

(b) the designated benchmark administrator maintains records documenting the identity and the tasks of the person performing the function or activity or providing the service and that those records are available in a manner that permits them to be provided to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in a reasonable period,

(c) the designated benchmark administrator and the person to which a function, service or activity is outsourced enter into a written agreement that

(i) imposes service level requirements on the person,

(ii) allows the designated benchmark administrator to terminate the agreement when appropriate,

(iii) requires the person to disclose to the designated benchmark administrator any development that may have a significant impact on the person's ability to perform the

outsourced function or activity, or provide the outsourced service, in compliance with applicable law,

(iv) requires the person to cooperate with the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority regarding a compliance review or investigation involving the outsourced function, service or activity,

(v) allows the designated benchmark administrator to directly access

(A) the books, records and other documents related to the outsourced function, service or activity, and

(B) the business premises of the person, and

(vi) requires the person to keep sufficient books, records and other documents to record its activities relating to the designated benchmark and to provide the designated benchmark administrator with copies of those books, records and other documents on request,

(d) the designated benchmark administrator takes reasonable measures if the administrator becomes aware of any circumstances indicating that the person to which a function, service or activity is outsourced might not be performing the outsourced function or activity, or providing the outsourced service, in compliance with this Regulation or with the agreement referred to in paragraph (c),

(e) the designated benchmark administrator conducts reasonable supervision of the outsourced function, service or activity and manages any risks to the designated benchmark administrator or to the accuracy or reliability of the designated benchmark resulting from the outsourcing,

(f) the designated benchmark administrator retains the expertise that a reasonable person would consider necessary to conduct reasonable supervision of the outsourced function, service or activity and to manage any risks to the designated benchmark administrator or to the accuracy or reliability of the designated benchmark resulting from the outsourcing, and

(g) the designated benchmark administrator takes steps, including developing contingency plans, that a reasonable person would consider necessary to avoid or mitigate operational risk related to the person performing the function or activity or providing the service.

(3) A designated benchmark administrator that outsources a function, service or activity in the provision of a designated benchmark must ensure that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority has reasonable access to

(a) the applicable books, records and other documents of the person performing the function or activity or providing the service, and

(b) the applicable business premises of the person performing the function or activity or providing the service.

PART 4 INPUT DATA AND METHODOLOGY

Input data

14. (1) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure that all of the following are satisfied in respect of input data used in the provision of a designated benchmark:

(a) the input data, in aggregate, is sufficient to provide a designated benchmark that accurately and reliably represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(b) the input data will continue to be reliably available;

(c) if appropriate transaction data is available to satisfy paragraphs (a) and (b), the input data is transaction data;

(d) if appropriate transaction data is not available to satisfy paragraphs (a) and (b), the designated benchmark administrator uses, in accordance with the methodology of the designated benchmark, relevant and appropriate estimated prices, quotes or other values as input data;

(e) the input data is capable of being verified as being accurate, reliable and complete.

(2) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls that are reasonably designed to ensure that input data for a designated benchmark is accurate, reliable and complete and that include all of the following:

- (a) criteria for determining who may act as benchmark contributors and contributing individuals;
- (b) a process for determining benchmark contributors and contributing individuals;
- (c) a process for assessing a benchmark contributor's compliance with the code of conduct referred to in section 23;
- (d) a process for applying measures that a reasonable person would consider appropriate in the event of a benchmark contributor failing to comply with the code of conduct referred to in section 23;
- (e) if appropriate, a process for stopping a benchmark contributor from contributing further input data;
- (f) a process for verifying input data to ensure its accuracy, reliability and completeness.

(3) If a reasonable person would consider that the input data results in a designated benchmark that does not accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, the designated benchmark administrator must do either of the following:

- (a) within a reasonable time, change the input data, the benchmark contributors or the methodology of the designated benchmark in order to ensure that the designated benchmark accurately and reliably represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;
- (b) cease to provide the designated benchmark.

(4) A designated benchmark administrator must promptly provide written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority if the designated benchmark administrator is required to take an action under paragraph (3)(a) or (b).

(5) A designated benchmark administrator must publish both of the following:

- (a) the policies and procedures referred to in subsection (1) regarding the types of input data, the priority of use of the different types of input data and the exercise of expert judgment in the determination of a designated benchmark;
- (b) the methodology of the designated benchmark.

Contribution of input data

15. (1) For the purpose of paragraph 14(1)(a) in respect of a designated benchmark that is based on input data from benchmark contributors, the designated benchmark administrator must obtain, if a reasonable person would consider it to be appropriate, input data from a representative sample of benchmark contributors.

(2) A designated benchmark administrator must not use input data from a benchmark contributor if

(a) a reasonable person would consider that the benchmark contributor has breached the code of conduct referred to in section 23, and

(b) a reasonable person would consider that the breach is significant.

(3) If the circumstances referred to in subsection (2) occur, and if a reasonable person would consider it to be appropriate, a designated benchmark administrator must obtain alternative representative data in accordance with the policies and procedures referred to in subsection 16(3).

(4) If input data is contributed from any front office of a benchmark contributor, or of an affiliated entity of a benchmark contributor, that performs any activities that relate to or might affect the input data, the designated benchmark administrator must

(a) obtain information from other sources, if reasonably available, that confirms the accuracy, reliability and completeness of the input data in accordance with its policies and procedures, and

(b) ensure that the benchmark contributor has in place internal oversight and verification procedures that a reasonable person would consider adequate.

(5) In this section, “front office” means any department, division or other internal grouping of a benchmark contributor, or any employee or agent of a benchmark contributor, that performs any pricing, trading, sales, marketing, advertising, solicitation, structuring or brokerage activities on behalf of the benchmark contributor.

Methodology

16. (1) A designated benchmark administrator must not follow a methodology for determining a designated benchmark unless all of the following apply:

(a) the methodology is sufficient to provide a designated benchmark that accurately and reliably represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(b) the methodology identifies how and when expert judgment may be exercised in the determination of the designated benchmark;

(c) the accuracy and reliability of the methodology, with respect to determinations made under it, is capable of being verified, including, if appropriate, by back-testing;

(d) the methodology is reasonably designed to ensure that a determination under the methodology can be made in all reasonable circumstances, without compromising the accuracy and reliability of the methodology;

(e) a determination under the methodology is capable of being verified as being accurate, reliable and complete.

(2) A designated benchmark administrator must not implement a methodology for a designated benchmark unless the methodology,

(a) when it is prepared, takes into account all of the applicable characteristics of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent,

(b) if applicable, determines what constitutes an active market for the purposes of the designated benchmark, and

(c) establishes the priority to be given to different types of input data.

(3) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain, apply and publish policies and procedures that

(a) identify the circumstances in which the quantity or quality of input data falls below the standards necessary for the methodology to provide a designated benchmark that accurately and reliably represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, and

(b) indicate whether and how the designated benchmark is to be determined in those circumstances.

Proposed significant changes to methodology

17. (1) In this section, “significant change” means a change that a reasonable person would consider to be significant.

(2) A designated benchmark administrator must not implement a significant change to a methodology for determining a designated benchmark, unless all of the following apply:

(a) the designated benchmark administrator has published notice of the proposed significant change to the methodology of a designated benchmark;

(b) the designated benchmark administrator has provided a means for benchmark users and other members of the public to comment on the proposed significant change and its effect on the designated benchmark;

- (c) the designated benchmark administrator has published
 - (i) any comments received, unless the commenter has requested that its comments be held in confidence,
 - (ii) the name of each commenter, unless a commenter has requested that its name be held in confidence, and
 - (iii) the designated benchmark administrator's response to the comments that are published;
 - (d) the designated benchmark administrator has published notice of implementation of any significant change to the methodology of the designated benchmark.
- (3) For the purposes of subsection (2),
- (a) the notice under paragraph (2)(a) must be published on a date that provides benchmark users and other members of the public with reasonable time to consider and comment on the proposed change,
 - (b) the publication of comments under paragraph (2)(c) may permit a part of a written comment to be excluded from publication if both of the following apply:
 - (i) the designated benchmark administrator considers that disclosure of that part of the comment would be seriously prejudicial to the interests of the designated benchmark administrator or would contravene privacy laws;
 - (ii) the designated benchmark administrator includes, with the publication, a description of the nature of the comment, and
 - (c) the notice under paragraph (2)(d) must be published sufficiently before the effective date of the change to provide benchmark users and other members of the public with reasonable time to consider the implementation of the significant change.

PART 5 DISCLOSURE

Disclosure of methodology

- 18.** (1) A designated benchmark administrator must publish all of the following in respect of the methodology of a designated benchmark:
- (a) the information that
 - (i) a reasonable benchmark contributor might need in order to carry out its responsibilities as a benchmark contributor, and

(ii) a reasonable benchmark user might need in order to evaluate whether the designated benchmark accurately and reliably represents that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(b) an explanation of all of the elements of the methodology, including, for greater certainty, the following:

(i) a description of the designated benchmark and of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(ii) the currency or other unit of measurement of the designated benchmark;

(iii) the criteria used by the designated benchmark administrator to select the sources of input data used to determine the designated benchmark;

(iv) the types of input data used to determine the designated benchmark and the priority given to each type;

(v) a description of the benchmark contributors and the criteria used to determine the eligibility of a benchmark contributor;

(vi) a description of the constituents of the designated benchmark and the criteria used to select and give weight to them;

(vii) any minimum liquidity requirements for the constituents of the designated benchmark;

(viii) any minimum requirements for the quantity of input data, and any minimum standards for the quality of input data, used to determine the designated benchmark;

(ix) provisions that identify how and when expert judgment may be exercised in the determination of the designated benchmark;

(x) whether the designated benchmark takes into account any reinvestment of dividends paid on securities that are included in the designated benchmark;

(xi) if the methodology may be changed periodically to ensure the designated benchmark continues to accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, all of the following:

(A) any criteria to be used to determine when such a change is necessary;

(B) any criteria to be used to determine the frequency of such a change;

(C) any criteria to be used to rebalance the constituents of the designated benchmark as part of making such a change;

(xii) the potential limitations of the methodology and details of any methodology to be used in exceptional circumstances, including in the case of an illiquid market or in periods of stress or if transaction data may be inaccurate, unreliable or incomplete;

(xiii) a description of the roles of any third parties involved in data collection for, or in the calculation or dissemination of, the designated benchmark;

(xiv) the model or method used for the extrapolation and any interpolation of input data;

(c) the process for the internal review and approval of the methodology and the frequency of such reviews and approvals;

(d) the process referred to in section 17 for making significant changes to the methodology;

(e) examples of the types of changes that may constitute a significant change to the methodology.

(2) A designated benchmark administrator must provide written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of a proposed significant change to the methodology of a designated benchmark referred to in section 17 at least 45 days before the significant change is implemented.

(3) Subsection (2) does not apply with respect to a proposal to make a significant change to a methodology of a designated benchmark referred to in section 17 if

(a) the proposal is intended to be implemented within 45 days of the decision to make the change,

(b) the proposal is intended to preserve the integrity, accuracy or reliability of the designated benchmark or the independence of the designated benchmark administrator, and

(c) the designated benchmark administrator promptly, after making the decision to make the significant change, provides written notice to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of the proposed significant change.

Benchmark statement

19. (1) In this section, “benchmark statement” means a written statement that includes all of the following:

(a) a description of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, including, for greater certainty, the following:

(i) the geographical area, if any, of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(ii) any other information that a reasonable person would consider to be useful to help existing or potential benchmark users to understand the relevant features of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, including both of the following, to the extent that accurate and reliable information is available:

(A) information on existing or potential participants in that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(B) an indication of the dollar value of that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(b) an explanation of the circumstances in which the designated benchmark might, in the opinion of a reasonable person, not accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent;

(c) information that sets out all of the following:

(i) the elements of the methodology of the designated benchmark in relation to which expert judgment may be exercised by the designated benchmark administrator or any benchmark contributor;

(ii) the circumstances in which expert judgment would be exercised by the designated benchmark administrator or any benchmark contributor;

(iii) the job title of the individuals who are authorized to exercise expert judgment;

(d) whether the expert judgment referred to in paragraph (c) will be evaluated by the designated benchmark administrator or the benchmark contributor and the parameters that will be used to conduct the evaluation;

(e) notice that factors, including external factors beyond the control of the designated benchmark administrator, could necessitate changes to, or the cessation of, the designated benchmark;

(f) notice that changes to, or the cessation of, the designated benchmark could have an impact on contracts and instruments that reference the designated benchmark or on the measurement of the performance of an investment fund that references the designated benchmark;

(g) an explanation of all key terms used in the statement that relate to the designated benchmark and its methodology;

(h) the rationale for adopting the methodology for determining the designated benchmark;

(i) the procedures for the review and approval of the methodology of the designated benchmark;

(j) a summary of the methodology of the designated benchmark, including, for greater certainty, the following, if applicable:

(i) a description of the types of input data to be used;

(ii) the priority given to different types of input data;

(iii) the minimum data needed to determine the designated benchmark;

(iv) the use of any models or methods of extrapolation of input data;

- (v) any criteria for rebalancing the constituents of the designated benchmark;
 - (vi) any other restrictions or limitations on the exercise of expert judgment;
 - (k) the procedures that govern the provision of the designated benchmark in periods of market stress or when transaction data might be inaccurate, unreliable or incomplete, and the potential limitations of the designated benchmark during those periods;
 - (l) the procedures for dealing with errors in input data or in the determination of the designated benchmark, including when a re-determination of the designated benchmark is required;
 - (m) potential limitations of the designated benchmark, including its operation in illiquid or fragmented markets and the possible concentration of input data.
- (2) No later than 15 days after the designation of a designated benchmark, the designated benchmark administrator of the designated benchmark must publish a benchmark statement.
- (3) A designated benchmark administrator must, with respect to each designated benchmark it administers, review the applicable benchmark statement at least every 2 years.
- (4) If there is a change to the information required under this section in a benchmark statement, and if a reasonable person would consider the change to be significant, the designated benchmark administrator must promptly update the benchmark statement to reflect the change.
- (5) If the benchmark statement is updated under subsection (4), the designated benchmark administrator must promptly publish the updated benchmark statement.

Changes to and cessation of a designated benchmark

- 20.** (1) A designated benchmark administrator must not cease to provide a designated benchmark, unless the designated benchmark administrator has provided notice of the cessation on a date that provides benchmark users and other members of the public with reasonable time to consider the impact of the cessation.
- (2) A designated benchmark administrator must publish, simultaneously with the benchmark statement referred to in subsection 19(2), the procedures it will follow in the event of a significant change to the methodology or provision of the designated benchmark it administers, or the cessation of the designated benchmark, including procedures for advance notice of the implementation of a significant change or a cessation.
- (3) If a designated benchmark administrator makes a significant change to the procedures referred to in subsection (2), the designated benchmark administrator must promptly publish the changed procedures.

Registrants, reporting issuers and recognized entities

21. (1) If a person uses a designated benchmark, and if a significant change to the methodology or provision of the benchmark, or the cessation of the benchmark, could have a significant impact on the person, a security issued by the person or a derivative to which the person is a party, the person must establish and maintain a written plan setting out the actions that the person will take in the event of any of the following:

- (a) a significant change to the methodology or provision of the designated benchmark;
 - (b) a cessation of the designated benchmark.
- (2) Subsection (1) does not apply unless the person is any of the following:
- (a) a registrant;
 - (b) a reporting issuer;
 - (c) a recognized exchange;
 - (d) a recognized quotation and trade reporting system;
 - (e) a recognized clearing agency within the meaning of Regulation 24-102 respecting Clearing Agency Requirements (chapter V-1.1, r. 8.01).
- (3) Subsection (1) does not apply with respect to a security issued or a derivative entered into before the date this Regulation comes into force.
- (4) If a reasonable person would consider it appropriate, a person referred to in subsection (1) must
- (a) identify, in the plan referred to in subsection (1), one or more benchmarks suitable as substitutes for the designated benchmark, and
 - (b) indicate why the substitution would be suitable.
- (5) If a reasonable person would consider it appropriate, a person referred to in subsection (1) must refer to the plan referred in subsection (1) in any security issued by the person, or any derivative to which the person is a party, that references the designated benchmark.

Publishing and disclosing

22. If, under this Regulation, a designated benchmark administrator is required to publish a document or information, or disclose a document or information to a benchmark user or benchmark contributor, the designated benchmark administrator must publicly include the document or information on the designated benchmark administrator's website in a prominent manner and, for greater certainty, free of charge.

**PART 6
BENCHMARK CONTRIBUTORS****Code of conduct for benchmark contributors**

23. (1) If a designated benchmark is determined using input data from a benchmark contributor, the designated benchmark administrator of the designated benchmark must establish, document, maintain and apply a code of conduct that specifies the responsibilities of the benchmark contributor with respect to the contribution of input data.

(2) A designated benchmark administrator must include in the code of conduct referred to in subsection (1) all of the following:

(a) a description of the input data to be provided and the requirements necessary to ensure that input data is provided in accordance with sections 14 and 15;

(b) the method by which a benchmark contributor will confirm the identity of each contributing individual who might contribute input data;

(c) the method by which the designated benchmark administrator will confirm the identity of a benchmark contributor and any contributing individual;

(d) the procedures that a benchmark contributor will use to determine who is suitable to be authorized as a contributing individual;

(e) the procedures that a benchmark contributor will use to ensure that the benchmark contributor contributes all relevant input data;

(f) a description of the procedures, systems and controls that a benchmark contributor will establish, document, maintain and apply, including the following:

(i) procedures for contributing input data;

(ii) specifying whether input data is transaction data;

(iii) confirming whether input data conforms to the designated benchmark administrator's requirements;

(iv) procedures for the exercise of expert judgment in contributing input data;

(v) if the designated benchmark administrator requires the validation of input data before it is contributed, the requirement;

(vi) a requirement to maintain records relating to its activities as a benchmark contributor;

(vii) a requirement that the benchmark contributor report to the designated benchmark administrator any instance when a reasonable person would consider that a contributing individual, acting on a behalf of the benchmark contributor or any other benchmark contributor, has contributed input data that is inaccurate, unreliable or incomplete;

(viii) a requirement to identify and eliminate or manage conflicts of interest and potential conflicts of interest that may affect the integrity, accuracy or reliability of the designated benchmark;

(ix) a procedure for the designation of an officer of the benchmark contributor who is to be responsible for monitoring and assessing compliance by the benchmark contributor and its employees with the code of conduct and securities legislation relating to benchmarks;

(x) a requirement that the benchmark contributor's officer referred to in subparagraph (ix) and the benchmark contributor's chief compliance officer not be prevented or restricted from directly accessing the benchmark contributor's board of directors.

(3) A designated benchmark administrator must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to, at least once every 12 months and promptly after any change to the code of conduct referred to in subsection (1), assess whether each benchmark contributor to a designated benchmark that it administers is complying with the code of conduct.

Governance and control requirements for benchmark contributors

24. (1) A benchmark contributor to a designated benchmark must establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to ensure all of the following:

(a) input data contributed by the benchmark contributor is not affected by any conflict of interest or potential conflict of interest involving the benchmark contributor or its employees, officers, directors or agents, if a reasonable person would consider that the input data might be inaccurate, unreliable or incomplete;

(b) if expert judgment is exercised by the benchmark contributor in contributing input data, the benchmark contributor exercises the expert judgment independently, in good faith and in compliance with the code of conduct referred to in section 23.

(2) A benchmark contributor to a designated benchmark must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls reasonably designed to ensure the accuracy, reliability and completeness of each contribution of input data, including policies, procedures and controls governing all of the following:

(a) the manner in which the input data is contributed in compliance with this Regulation and the code of conduct referred to in section 23;

(b) who may contribute input data, including, as applicable, a process for approval by an individual holding a position senior to that of a contributing individual;

(c) training for contributing individuals with respect to compliance with this Regulation;

(d) the identification and elimination or management of conflicts of interest and potential conflicts of interest, including, for greater certainty,

(i) policies, procedures and controls that are reasonably designed to keep separate, operationally or otherwise, contributing individuals from employees or agents whose responsibilities include transacting in a contract, derivative, instrument or security that uses the designated benchmark for reference;

(ii) policies, procedures and controls that are reasonably designed to prevent contributing individuals from receiving compensation or other financial incentive from which conflicts of interest arise, including for greater certainty, conflicts of interest that adversely affect the accuracy, reliability and completeness of each contribution of input data.

(3) Before a benchmark contributor contributes input data for a designated benchmark, the benchmark contributor must

(a) establish, document, maintain and apply policies and procedures reasonably designed to establish criteria, including any restrictions or limitations, for the exercise of expert judgment, and

(b) if expert judgment is exercised in relation to input data, retain records that record the rationale for any decision made to exercise that expert judgment, the rationale applied in the exercise of the expert judgment and the manner of the exercise of the expert judgment.

(4) A benchmark contributor that contributes input data for a designated benchmark must keep, for a period of 7 years from the date the record was made or received by the designated benchmark administrator, whichever is later, records relating to all of the following:

(a) communications, including, for greater certainty, telephone conversations, in relation to the contribution of input data;

(b) all information used or considered by the benchmark contributor in making each contribution, including details of contributions made and the names of contributing individuals;

(c) the records relating to expert judgment referred to in paragraph 3(b);

(d) all documentation relating to the identification and elimination or management of conflicts of interest and potential conflicts of interest;

(e) a description of the potential for financial loss or gain of the benchmark contributor and each contributing individual to financial instruments that reference the designated benchmark for which it acts as a benchmark contributor;

(f) any internal or external review of the benchmark contributor, including, for greater certainty, each limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance required under this Regulation.

- (5) A benchmark contributor that contributes input data for a designated benchmark must
- (a) cooperate with the designated benchmark administrator in the review and supervision of the provision of the designated benchmark, including, for greater certainty, cooperation in connection with any limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance required under this Regulation, and
 - (b) make available the records kept in accordance with subsection (4) to all of the following:
 - (i) the designated benchmark administrator;
 - (ii) a public accountant involved with the preparation of a limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance required under this Regulation.

Compliance officer for benchmark contributors

25. (1) A benchmark contributor that contributes input data for a designated benchmark must designate an officer of the benchmark contributor who is to be responsible for monitoring and assessing compliance by the benchmark contributor and its employees with the code of conduct referred to in section 23, this Regulation and securities legislation relating to benchmarks.
- (2) A benchmark contributor must not prevent or restrict the officer referred to in subsection (1) and its chief compliance officer from directly accessing the benchmark contributor's board of directors or a member of the board of directors.

PART 7 RECORD KEEPING

Books, records and other documents

26. (1) A designated benchmark administrator must keep the books, records and other documents that are necessary to account for its activities as a designated benchmark administrator, its business transactions and its financial affairs relating to its designated benchmarks.
- (2) A designated benchmark administrator must keep books, records and other documents of the following:
- (a) all input data, including how the data was used;
 - (b) if data is rejected as input data for a designated benchmark despite the data conforming to the methodology of the designated benchmark, the rationale for rejecting the input data;
 - (c) the methodology of each designated benchmark administered by the designated benchmark administrator;
 - (d) any exercise of expert judgment by the designated benchmark administrator in the determination of a designated benchmark, including the basis for the exercise of expert judgment;
 - (e) changes in or deviations from policies, procedures, controls or methodologies;

- (f) the identities of contributing individuals and of benchmark individuals;
 - (g) all documents relating to a complaint;
 - (h) communications, including, for greater certainty, telephone conversations, between any benchmark individual and benchmark contributors or contributing individuals in respect of a designated benchmark administered by the designated benchmark administrator.
- (3) A designated benchmark administrator must keep the records referred to in subsection (2) in a form that
- (a) identifies the manner in which the determination of a designated benchmark was made, and
 - (b) enables an audit, review or evaluation of any input data, calculation, or exercise of expert judgment, including in connection with any limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance.
- (4) A designated benchmark administrator must retain the books, records and other documents required to be maintained under this section
- (a) for a period of 7 years from the date the record was made or received by the designated benchmark administrator, whichever is later,
 - (b) in a safe location and a durable form, and
 - (c) in a manner that permits those books, records and other documents to be provided promptly on request to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

PART 8**DESIGNATED CRITICAL BENCHMARKS, DESIGNATED INTEREST RATE BENCHMARKS AND DESIGNATED REGULATED-DATA BENCHMARKS****DIVISION 1 Designated critical benchmarks****Administration of a designated critical benchmark**

27. (1) If a designated benchmark administrator decides to cease providing a designated critical benchmark, the designated benchmark administrator must
- (a) promptly notify the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, and
 - (b) not more than 4 weeks after notifying the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, submit a plan to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority for how the designated critical benchmark can be transitioned to another designated benchmark administrator or cease to be provided.

(2) Following the submission of the plan referred to paragraph (1)(b), a designated benchmark administrator must continue to provide the designated critical benchmark until one or more of the following have occurred:

(a) the provision of the designated critical benchmark has been transitioned to another designated benchmark administrator;

(b) the designated benchmark administrator receives notice from the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority authorizing the cessation;

(c) the designation of the designated benchmark has been revoked or varied to reflect that the designated benchmark is no longer a designated critical benchmark;

(d) 12 months have elapsed from the submission of the plan referred to in paragraph (1)(b), unless, before the expiration of the period, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority has provided written notice that the written notice has been extended.

Access

28. A designated benchmark administrator of a designated critical benchmark must take reasonable steps to ensure that benchmark users and potential benchmarks users have direct access to the designated critical benchmark on a fair, reasonable, transparent and non-discriminatory basis.

Assessment

29. A designated benchmark administrator of a designated critical benchmark must, at least once every 2 years, submit to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority an assessment of the capability of the designated critical benchmark to accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated critical benchmark is intended to represent.

Benchmark contributor to a designated critical benchmark

30. (1) If a benchmark contributor to a designated critical benchmark decides it will cease contributing input data, it must promptly notify in writing the designated benchmark administrator that administers the designated critical benchmark.

(2) A benchmark contributor that is required to give notice under subsection (1) must continue contributing input data until the earlier of

(a) the date referred to in subparagraph (3)(b)(ii), and

(b) 6 months after the notice referred to in subsection (1) is received by the designated benchmark administrator that administers the designated critical benchmark.

(3) If a designated benchmark administrator receives a notice referred to in subsection (1), the designated benchmark administrator must

(a) promptly notify the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of the decision referred to in subsection (1), and

(b) no later than 14 days after receipt of the notice,

(i) submit to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority an assessment of the impact of the benchmark contributor ceasing to contribute input data on the capability of the designated critical benchmark to accurately and reliably represent that part of the market or economy the designated benchmark is intended to represent, and

(ii) notify in writing the benchmark contributor of the date after which the designated benchmark administrator no longer requires the benchmark contributor to contribute input data, if that date is less than 6 months after the date the designated benchmark administrator received the notice referred to in subsection (1).

Oversight committee

31. (1) For a designated critical benchmark, at least half of the members of the oversight committee referred to in section 7 must be independent of the designated benchmark administrator and any affiliated entity of the designated benchmark administrator.

(2) For the purposes of subsection (1), a member of the oversight committee is not independent if any of the following apply:

(a) other than as compensation for acting as a member of the oversight committee, the member accepts any consulting, advisory or other compensatory fee from the designated benchmark administrator or any affiliated entity of the designated benchmark administrator;

(b) the member is a DBA individual or an employee or agent of any affiliated entity of the designated benchmark administrator;

(c) the member has a relationship with the designated benchmark administrator that may, in the opinion of the board of directors of the designated benchmark administrator, be expected to interfere with the exercise of the member's independent judgment.

(3) The oversight committee referred to in section 7 must

(a) publish details of its membership, declarations of any conflicts of interest of its members, and the processes for election or nomination of its members, and

(b) hold at least one meeting every 4 months.

Assurance report on designated benchmark administrator

32. (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee referred to in section 7, either a limited assurance report on compliance or a reasonable assurance report on compliance, in respect of each designated critical benchmark it administers, regarding the designated benchmark administrator's

- (a) compliance with sections 5, 8 to 16 and 26, and
- (b) following of the methodology applicable to the designated critical benchmark.

(2) A designated benchmark administrator must ensure an engagement referred to in subsection (1) occurs once every 12 months.

(3) A designated benchmark administrator must, within 10 days of the receipt of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Assurance report on benchmark contributor

33. (1) If required by the oversight committee referred to in section 7 as a result of a concern with the conduct of a benchmark contributor to a designated critical benchmark, the benchmark contributor must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee, either a limited assurance report on compliance or a reasonable assurance report on compliance regarding the conduct of the benchmark contributor and its

- (a) compliance with section 24, and
- (b) following of the methodology applicable to the designated critical benchmark.

(2) A benchmark contributor must, within 10 days of the receipt of a report referred to in subsection (1), deliver a copy of the report to

- (a) the oversight committee referred to in section 7,
- (b) the board of directors of the designated benchmark administrator, and
- (c) the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

DIVISION 2 Designated interest rate benchmarks**Order of priority of input data**

34. For the purposes of subsection 14(1) and paragraph 14(5)(a), if a designated interest rate benchmark is based on a contribution of input data from a benchmark contributor, input data for the determination of the designated interest rate benchmark must be used by the designated benchmark administrator in accordance with the order of priority specified in the methodology of the designated interest rate benchmark.

Oversight committee

35. (1) For a designated interest rate benchmark, at least half of the members of the oversight committee referred to in section 7 must be independent of the designated benchmark administrator and any affiliated entity of the designated benchmark administrator.

(2) For the purposes of subsection (1), a member of the oversight committee is not independent if any of the following apply:

(a) other than as compensation for acting as a member of the oversight committee, the member accepts any consulting, advisory or other compensatory fee from the designated benchmark administrator or any affiliated entity of the designated benchmark administrator;

(b) the member is a DBA individual or an employee or agent of any affiliated entity of the designated benchmark administrator;

(c) the member has a relationship with the designated benchmark administrator that may, in the opinion of the board of directors of the designated benchmark administrator, be expected to interfere with the exercise of the member's judgment.

(3) The oversight committee referred to in section 7 must

(a) publish details of its membership, any declarations of any conflicts of interest of its members, and the processes for election or nomination of its members, and

(b) hold at least one meeting every 4 months.

Assurance report on designated benchmark administrator

36. (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee referred to in section 7, a limited assurance report on compliance, or a reasonable assurance report on compliance, in respect of each designated interest rate benchmark it administers, regarding the designated benchmark administrator's

(a) compliance with sections 5, 8 to 16, 26 and 34, and

(b) following of the methodology of the designated interest rate benchmark.

(2) A designated benchmark administrator must ensure an engagement referred to in subsection (1) occurs for the first time 6 months after the introduction of a code of conduct for benchmark contributors referred to in section 23 and subsequently once every 2 years.

(3) A designated benchmark administrator must, within 10 days of the receipt of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Assurance report on benchmark contributor required by oversight committee

37. (1) If required by the oversight committee referred to in section 7 as a result of a concern with the conduct of a benchmark contributor to a designated interest rate benchmark, the benchmark contributor must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee, either a limited assurance report on compliance or a reasonable assurance report on compliance, regarding the conduct of the benchmark contributor and its

- (a) compliance with sections 24 and 39, and
- (b) following of the methodology of the designated interest rate benchmark.

(2) The benchmark contributor must, within 10 days of the receipt of a report referred to in subsection (1), deliver a copy of the report to

- (a) the oversight committee referred to in section 7,
- (b) the board of directors of the designated benchmark administrator, and
- (c) the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Assurance report on benchmark contributor required at certain times

38. (1) A benchmark contributor to a designated interest rate benchmark must engage a public accountant to provide, as specified by the oversight committee referred to in section 7, a limited assurance report on compliance, or a reasonable assurance report on compliance, regarding the conduct and input data of the benchmark contributor and its

- (a) compliance with sections 24 and 39,
- (b) following of the methodology of the designated interest rate benchmark, and
- (c) following of the code of conduct referred to in section 23.

(2) A benchmark contributor must ensure an engagement referred to in subsection (1) occurs for the first time 6 months after the introduction of a code of conduct for benchmark contributors referred to in section 23 and subsequently once every 2 years.

(3) The benchmark contributor must, within 10 days of the receipt of a report referred to in subsection (1), deliver a copy of the report to

- (a) the oversight committee referred to in section 7,
- (b) the board of directors of the designated benchmark administrator, and
- (c) the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Benchmark contributor policies and procedures

39. (1) Subsections (2) to (7) do not apply to a person except in respect of a designated interest rate benchmark.

(2) A contributing individual of the benchmark contributor and a manager of that contributing individual must provide a written statement to the benchmark contributor and the designated benchmark administrator that the contributing individual and the manager will comply with the code of conduct referred to in section 23.

(3) A benchmark contributor must establish, document, maintain and apply policies, procedures and controls reasonably designed to ensure the following:

(a) that there is an outline of responsibilities within the benchmark contributor's organization, including internal reporting lines and accountabilities;

(b) the maintenance of a current list of the names and locations of contributing individuals and managers and their alternates;

(c) that there are internal procedures governing contributions of input data and the approval of contributions of input data, including keeping a record for each daily or other contribution of input data that shows:

(i) how the procedures were applied, and

(ii) all qualitative and quantitative factors, including market data and expert judgment, used for each contribution of input data;

(d) that there are disciplinary procedures to address the following conduct of a person, including, for greater certainty, a person that is external to the process governing contributions of input data:

(i) the manipulation or attempted manipulation of a designated benchmark, or the failure to report the manipulation or attempted manipulation of a designated benchmark, to which the person is a benchmark contributor;

(ii) the provision or attempted provision of false or misleading information in respect of a designated benchmark, or the failure to report the provision or attempted provision of false or misleading information in respect of a designated benchmark, to which the person is a benchmark contributor;

(e) that there are conflict of interest identification and management procedures and communication controls, both within the benchmark contributor's organization and among benchmark contributors and other third parties, reasonably designed to avoid any external influence over those responsible for contributing input data, if a reasonable person would consider that the external influence might adversely affect the accuracy, reliability or completeness of the input data;

(f) that there is a requirement that contributing individuals employed by the benchmark contributor work in locations physically separated from interest rate derivatives traders;

(g) the prevention or control of the exchange of information between persons engaged in activities involving a conflict of interest or a potential conflict of interest, if a reasonable person would consider that the exchange of that information might adversely affect the accuracy, reliability or completeness of the input data contributed by a benchmark contributor;

(h) that there are requirements to avoid collusion

(i) among benchmark contributors, and

(ii) among benchmark contributors and the designated benchmark administrator;

(i) that there are measures to prevent, or limit, any person from exercising influence over the way a contributing individual contributes input data, if a reasonable person would consider that the influence might adversely affect the accuracy, reliability or completeness of the input data;

(j) the removal of any direct connection between the remuneration of an employee involved in the contribution of input data and the remuneration of, or revenues generated by, a person engaged in another activity, if a conflict of interest exists or might arise in relation to the other activity;

(k) that there are controls to identify a reverse transaction subsequent to the contribution of input data.

(4) A benchmark contributor must keep, for a period of 7 years from the date the record was made or received by the benchmark contributor, whichever is later, records of all of the following:

(a) all details of contributions of input data that a reasonable person would consider relevant to demonstrate the accuracy, reliability and completeness of the input data;

(b) the process governing input data determination and the approval of contributions of input data, including the records referred to in paragraph (3)(c);

(c) the name of each contributing individual and the individual's responsibilities;

(d) any communications, including, for greater certainty, telephone conversations, between the contributing individuals and other persons, including internal and external traders and brokers, in relation to the determination or contribution of input data;

(e) any interaction of contributing individuals with the designated benchmark administrator or any calculation agent;

(f) any queries regarding the input data and the outcome of those queries;

(g) sensitivity analysis for interest rate swap trading books and any other derivative trading books with an exposure to interest rate fixings in respect of input data, if a reasonable person would consider that the exposure is significant;

- (h) the written statements referred to in subsection (2);
 - (i) the policies, procedures and controls referred to in subsection (3).
- (5) A benchmark contributor and a designated benchmark administrator must keep their records in a medium that allows records to be accessible and with a documented audit trail.
- (6) The benchmark contributor's officer referred to in section 25 or the benchmark contributor's chief compliance officer must report all the following to the benchmark contributor's board of directors on a reasonably frequent basis:
- (a) breaches of the code of conduct referred to in section 23;
 - (b) the failure to follow or apply the policies, procedures and controls referred to in subsection (3);
 - (c) reverse transactions subsequent to the contribution of input data.
- (7) A benchmark contributor that contributes input data to a designated interest rate benchmark must conduct, on a reasonably frequent basis, internal reviews of the benchmark contributor's input data and procedures.
- (8) A benchmark contributor to a designated interest rate benchmark must make available the information and records kept in accordance with subsection (4) to each of the following:
- (a) the designated benchmark administrator in connection with the assessment under subsection 23(3) or for the purposes of paragraph 24(5)(a);
 - (b) a public accountant involved with the preparation of a limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance required under this Regulation.

DIVISION 3 Designated regulated-data benchmarks

Non-application to designated regulated-data benchmarks

- 40.** A designated regulated-data benchmark is exempt from the following:
- (a) subsections 11(1) and (2);
 - (b) subsection 14(2);
 - (c) subsections 15(1), (2) and (3);
 - (d) sections 23, 24 and 25;
 - (e) paragraph 26(2)(a).

**PART 9
DISCRETIONARY EXEMPTIONS****Exemptions**

41. (1) The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may grant an exemption from the provisions of this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.
- (2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant an exemption.
- (3) Except in Alberta and Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) opposite the name of the local jurisdiction.

**PART 10
EFFECTIVE DATE****Effective date**

42. (1) This Regulation comes into force on July 13, 2021.
- (2) In Saskatchewan, despite subsection (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after July 13, 2021, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

APPENDIX A
DEFINITIONS APPLYING IN CERTAIN JURISDICTIONS
(subsections 1(5) to (8))

“benchmark” means a price, estimate, rate, index or value that is

- (a) determined from time to time by reference to an assessment of one or more underlying interests,
- (b) made available to the public, including, for greater certainty, either free of charge or on payment, and
- (c) used for reference for any purpose, including for greater certainty,
 - (i) determining the interest payable, or other sums that are due, under a contract, derivative, instrument or security,
 - (ii) determining the value of a contract, derivative, instrument or security or the price at which it may be traded,
 - (iii) measuring the performance of a contract, derivative, investment fund, instrument or security, or
 - (iv) any other use by an investment fund;

“benchmark administrator” means a person that administers a benchmark;

“benchmark contributor” means a person that engages or participates in the provision of information for use by a benchmark administrator for the purpose of determining a benchmark;

“benchmark user” means a person that, in relation to a contract, derivative, investment fund, instrument or security, uses a benchmark.

**FORM 25-102F1
DESIGNATED BENCHMARK ADMINISTRATOR ANNUAL FORM INSTRUCTIONS****Instructions**

- (1) *Terms used but not defined in this form have the meaning given to them in the Regulation.*
- (2) *Unless otherwise specified, the information in this form must be presented as at the last day of the designated benchmark administrator's most recently completed financial year. If necessary, the designated benchmark administrator must update the information provided so it is not misleading when it is delivered. For information presented as at any date other than the last day of the designated benchmark administrator's most recently completed financial year, specify the relevant date in the form.*
- (3) *Designated benchmark administrators are reminded that it is an offence under securities legislation to give false or misleading information on this form.*

Item 1. Name of Designated Benchmark Administrator

State the name of the designated benchmark administrator.

Item 2. Organization and Structure of Designated Benchmark Administrator

Describe the organizational structure of the designated benchmark administrator, including, as applicable, an organizational chart that identifies the ultimate and intermediate parent companies, subsidiaries, and material affiliated entities of the designated benchmark administrator (if any); an organizational chart showing the divisions, departments, and business units of the designated benchmark administrator; and an organizational chart showing the managerial structure of the designated benchmark administrator, including the officer referred to in section 6 of the Regulation and the oversight committee referred to in section 7 of the Regulation. Provide detailed information regarding the designated benchmark administrator's legal structure and ownership.

Item 3. Designated Benchmark

Provide the name of the designated benchmark.

Item 4. Policies and Procedures re Confidential Information

Unless previously provided, attach a copy of the most recent written policies and procedures established and maintained by the designated benchmark administrator to prevent the misuse of confidential information.

Item 5. Policies and Procedures re Conflicts of Interest

Unless previously provided, attach a copy of the most recent written policies and procedures established and maintained with respect to conflicts of interest and potential conflicts of interest.

Item 6. Conflicts of Interest Arising from the Control or Ownership Structure of the Applicant

(a) Describe any conflict of interest or potential conflict of interest that arises from the control or ownership structure of the designated benchmark administrator, or from any other activities of the designated benchmark administrator or any affiliated entity of the designated benchmark administrator, in relation to a designated benchmark administered by the designated benchmark administrator.

(b) Describe the designated benchmark administrator's policies and procedures to identify and eliminate or manage each conflict of interest or potential conflict of interest described in paragraph (a).

Item 7. Policies and Procedures re Control Framework

Describe the designated benchmark administrator's control framework referred to in section 8 of the Regulation and policies and procedures designed to ensure the quality of the designated benchmark.

Item 8. Policies and Procedures re Complaints

Describe the designated benchmark administrator's policies and procedures regarding complaints.

Item 9. Policies and Procedures re Books, Records and Other Documents

Describe the designated benchmark administrator's policies and procedures regarding record keeping.

Item 10. Outsourcing

Describe the designated benchmark administrator's policies and procedures regarding outsourcing and disclose the following information about any person referred to in section 13 of the Regulation to which a designated benchmark administrator has outsourced a function, service or activity in the provision of a designated benchmark (the "provider") and the individuals who supervise the provider:

- the identity of the provider and each of its key individual contacts;
- the total number of individuals who supervise the provider;
- a general description of the minimum qualifications required of the provider for any outsourcing;
- a general description of the minimum qualifications required of individuals who supervise the provider for any outsourcing, including education level and work experience.

Item 11. Benchmark Individuals

Disclose the following information about the benchmark individuals of the designated benchmark administrator and the individuals who supervise the benchmark individuals:

- the total number of benchmark individuals;
- the total number of supervisors of benchmark individuals;
- a general description of the minimum qualifications required of the benchmark individuals, including education level and work experience (if applicable, distinguish between junior, mid, and senior level benchmark individuals);
- a general description of the minimum qualifications required of the supervisors of benchmark individuals, including education level and work experience.

Item 12. Compliance Officer

Disclose the following information about the officer of the designated benchmark administrator referred to in section 6 of the Regulation:

- name;
- employment history;
- post-secondary education;
- whether employed full-time or part-time by the designated benchmark administrator.

Item 13. Specified Revenue

Disclose the following information, as applicable, regarding the designated benchmark administrator's aggregate revenue for the most recently completed financial year:

- revenue from determining the designated benchmark;
- revenue from determining any other benchmarks administered by the designated benchmark administrator (which may be provided as an aggregate number for all other benchmarks administered by the designated benchmark administrator);
- revenue from granting licences or rights to publish information about the designated benchmark;
- revenue from granting licences or rights to publish information about any other benchmarks administered by the designated benchmark administrator (which may be provided as an aggregate number for all other benchmarks administered by the designated benchmark administrator).

Include financial information on the revenue of the designated benchmark administrator divided into fees from benchmark and non-benchmark activities, including a comprehensive description of each.

This information is not required to be audited, but any disaggregation of revenue must be determined using the same accounting principles as the annual financial statements required by section 2 of the Regulation.

Item 14. Financial Statements

Attach a copy of the annual financial statements required under section 2 of the Regulation.

Item 15. Verification Certificate

Include a certificate of the designated benchmark administrator in the following form:

“The undersigned has executed this Form 25-102F1 Designated Benchmark Administrator Annual Form on behalf of, and on the authority of, [the designated benchmark administrator]. The undersigned, on behalf of [the designated benchmark administrator], represents that the information and statements contained in this Form, including appendices and attachments, all of which are incorporated into and form part of this Form, are true and correct.

(Date)

(Name of the Designated Benchmark Administrator)

By:

(Print Name and Title)

(Signature)”.

**FORM 25-102F2
DESIGNATED BENCHMARK ANNUAL FORM****Instructions**

- (1) *Terms used but not defined in this form have the meaning given to them in the Regulation.*
- (2) *Unless otherwise specified, the information in this form must be presented as at the last day of the designated benchmark administrator's most recently completed financial year. If necessary, the designated benchmark administrator must update the information provided so it is not misleading when it is delivered. For information presented as at any date other than the last day of the designated benchmark administrator's most recently completed financial year, specify the relevant date in the form.*
- (3) *Designated benchmark administrators are reminded that it is an offence under securities legislation to give false or misleading information on this form.*

Item 1. Name of Designated Benchmark Administrator

State the name of the designated benchmark administrator.

Item 2. Designated Benchmark

Provide the name of the designated benchmark and whether it is also any of the following:

- interest rate benchmark;
- critical benchmark;
- regulated-data benchmark.

Item 3. Benchmark Distribution Model

Describe how the designated benchmark administrator makes the designated benchmark readily accessible for free or for a fee. If a person must pay a fee to obtain information about the designated benchmark made readily accessible by the designated benchmark administrator, provide a fee schedule or describe the prices charged.

Item 4. Procedures and Methodologies

Describe the procedures and methodologies used by the designated benchmark administrator to determine the designated benchmark. The description must be sufficiently detailed to provide an understanding of the processes employed by the designated benchmark administrator in determining the designated benchmark, including the following, as applicable:

- the public and non-public sources of information used in determining the designated benchmark, including information provided by benchmark contributors;

- procedures for monitoring, reviewing, and updating the designated benchmark,
- the methodologies, policies and procedures described in the Regulation.

A designated benchmark administrator may provide the location on its website where additional information about the methodologies, policies and procedures is located.

Item 5. Code of Conduct for Benchmark Contributors

Unless previously provided, attach a copy of any code of conduct for benchmark contributors.

Item 6. Verification Certificate

Include a certificate of the designated benchmark administrator in the following form:

“The undersigned has executed this Form 25-102F2 Designated Benchmark Annual Form on behalf of, and on the authority of, [the designated benchmark administrator]. The undersigned, on behalf of [the designated benchmark administrator], represents that the information and statements contained in this Form, including appendices and attachments, all of which are incorporated into and form part of this Form, are true and correct.

(Date)

(Name of the Designated Benchmark Administrator)

By: _____
(Print Name and Title)

(Signature)”.

**FORM 25-102F3
SUBMISSION TO JURISDICTION AND APPOINTMENT OF AGENT FOR
SERVICE OF PROCESS**

1. Name of the designated benchmark administrator (the “DBA”):
2. Jurisdiction of incorporation, or equivalent, of the DBA:
3. Address of principal place of business of the DBA:
4. Name, email address, phone number and fax number of contact person at principal place of business of the DBA:
5. Name of agent for service of process (the “Agent”):
6. Agent’s address in Canada for service of process:
7. Name, email address, phone number and fax number of contact person of the Agent:
8. The DBA designates and appoints the Agent at the address of the Agent stated in Item 6 as its agent on whom may be served any notice, pleading, subpoena, summons or other process in any action, investigation or administrative, criminal, quasi-criminal, penal or other proceeding (a “proceeding”) arising out of, relating to or concerning the determination of a designated benchmark administered by the DBA or the obligations of the DBA as a designated benchmark administrator, and irrevocably waives any right to raise as a defence in any proceeding any alleged lack of jurisdiction to bring a proceeding.
9. The DBA irrevocably and unconditionally submits to the non-exclusive jurisdiction of
 - (a) the judiciary and quasi-judicial and other administrative bodies of each of the provinces and territories of Canada in which it is a designated benchmark administrator, and
 - (b) any judicial, quasi-judicial and other administrative proceeding in any such province or territory,in any proceeding arising out of or related to or concerning the determination of a designated benchmark administered by the DBA or the obligations of the DBA as a designated benchmark administrator.

Part 2

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 21, 2021, Vol. 153, No. 29

2923

10. This submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process is governed by and construed in accordance with the laws of [insert province or territory of above address of Agent].

Signature of Designated Benchmark Administrator

Date

Print name and title of signing officer
of Designated Benchmark Administrator

AGENT

The undersigned accepts the appointment as agent for service of process of [insert name of DBA] under the terms and conditions of the appointment of agent for service of process set out in this document.

Signature of Agent

Date

Print name of person signing and, if Agent
is not an individual, the title of the person".

105195

7.3 RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

Aucune information.

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.